



27 janvier 2023

Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzone

Modification mineure des limites du bien du patrimoine mondial

Date d'inscription : 2000

Critères : (iv)

Dossier 884

Bellinzone – Canton du Tessin – Suisse

N46 11 35.304 E9 1 20.712

Modification mineure des limites du bien du patrimoine mondial

Surface du bien inscrit avant modification	5 ha
Surface du bien inscrit après modification	14.5954 ha

Surface de la zone tampon avant modification	0
Surface de la zone tampon après modification	90.8065 ha

Description de la modification

Lors de l'inscription du bien sur la liste du patrimoine mondial, en 2000, aucune zone tampon n'avait été proposée pour le bien *Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellin-zone*. Le bien inscrit, en particulier une partie des remparts, n'avait en outre pas été représenté de manière suffisamment précise sur la carte soumise.

Le présent projet vise à combler ces lacunes par une présentation graphique détaillée du bien et la visualisation de la totalité de la muraille conservée dans le périmètre proposé et inscrite en 2000, ainsi surtout que la création d'une zone tampon adéquate, renforçant la protection du bien, de ses abords et de sa valeur universelle exceptionnelle, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial*.

A noter également que lors de l'inscription en 2000, la surface du bien inscrit communiquée était de 5 ha, ce qui après vérification s'avère être une erreur d'écriture. Ce sont 15 ha qui auraient dû être communiqués alors, un chiffre ayant manifestement été oublié. Les outils cartographiques actuels ont en outre permis de préciser ce nombre : il s'avère que la surface exacte du bien inscrit est de 14,59 ha, nombre que nous vous serions reconnaissants de prendre en considération. Cette demande complémentaire ne vise qu'à corriger une erreur ancienne et n'entraîne aucune modification supplémentaire.

Justification de la modification

L'établissement de la zone tampon vise à renforcer le suivi et le contrôle des interventions architecturales et urbanistiques à proximité du bien inscrit, en particulier des attributs et biens culturels protégés situés dans toute la zone du noyau historique de la ville et ayant, pour la plupart, un large impact sur le paysage. Cela concerne en particulier les trois châteaux (Cas-

tel Grande, Castello di Montebello, Castello di Sasso Corbaro), les murs de la cité médiévale, la muraille, la collégiale et l'église de San Rocco. Sur le coteau à l'est, la zone tampon proposée permet de préserver l'isolement et le caractère émergent des châteaux et des murs de la cité.

Toute intervention dans ce périmètre sera évaluée sur la base de son impact sur l'objet culturel le plus proche et sur la valeur universelle exceptionnelle du bien inscrit dans son ensemble.

La zone tampon proposée a été établie en analysant la relation entre le bien inscrit et son contexte, en tenant compte de son caractère structurel, fonctionnel et paysager. Il est ainsi tenu compte des relations et des axes visuels vers et depuis le bien, de sa situation paysagère et urbanistique, des relations et des distances entre le bien inscrit et les différents bâtiments ou artefacts qui composent le contexte, de leurs relations dimensionnelles et volumétriques, des proportions et de l'harmonie entre les différents éléments. Le périmètre comprend le territoire directement adjacent au bien inscrit mais également les terrains non bâtis situés dans la zone à bâtir, ainsi que les zones situées en dehors de la zone à bâtir (forêts et zones agricoles), car elles sont parfois sujettes à des modifications (routes, installations agricoles, etc.).

La zone tampon proposée inclue ainsi les espaces (construits et non construits) directement adjacents ou liés spatialement au bien inscrit, ceci afin de renforcer la préservation des abords du bien du patrimoine mondial. La zone tampon proposée s'étend en outre plus largement au sud, couvrant une large bande de colline délimitée par le fleuve Dragonato, et au nord par une ligne coupant la pente de manière quasi parallèle aux murs de la ville, incluant ainsi une large bande de collines herbeuses et boisées. A l'est, sur le coteau, le périmètre comprend des forêts, des prairies et les champs entourant l'émergence rocheuse sur laquelle se dresse le château de Sasso Corbaro. En plaine, le périmètre inclut le centre historique médiéval, ainsi que les quartiers du XIXe siècle, du XXe siècle et de création récente situés plus à l'ouest en direction du fleuve Ticino et qui ont une relation spatiale directe avec les éléments monumentaux susmentionnés.

Contribution au maintien de la valeur universelle exceptionnelle

L'établissement de la zone tampon ne modifie pas l'utilisation des périmètres concernés par celle-ci. La création de la zone tampon impose toutefois une contrainte aux propriétaires concernés, dans la mesure où tous les projets qui s'y trouvent doivent être soumis à l'approbation préalable de l'Office cantonal des biens culturels, lequel octroie son autorisation sur la base du préavis de la Commission cantonale des biens culturels.

Concrètement, l'Office cantonal des biens culturels examinera désormais toutes les interventions sur les bâtiments à l'intérieur de la zone tampon proposée, plus précisément les nouvelles constructions, les rénovations, les extensions de bâtiments et de structures existants, mais aussi les modifications spatiales. En particulier, les projets de construction ou de trans-

formation de bâtiments principaux, d'artefacts (ouvrages de délimitation, murs de soutènement, tonnelles, enseignes et panneaux de signalisation, etc.), de bâtiments utilitaires (entrepôts, garages, dépendances, etc.), les installations techniques (éclairage public et privé, panneaux solaires, antennes, etc.) et les modifications de terrain (chemins piétonniers, parkings, jardins, terrassements, etc.), y compris les constructions souterraines (parkings, abris de protection civile, etc.). Une telle procédure recouvre ainsi non seulement les interventions qui font l'objet d'une demande de permis de construire en vertu de la loi sur la construction, mais aussi toutes les annonces simples de travaux.

Imposant le suivi et le contrôle de toutes les interventions architecturales et urbanistiques à proximité du bien inscrit, la zone tampon proposée garantit que les modifications du contexte spatial et morphologique du bien ne compromettent pas ou ne mettent pas en péril la valeur universelle exceptionnelle du bien inscrit ni l'un de ses attributs. Ceci permet également à l'office cantonal compétent d'intervenir dans les projets de rénovation de bâtiments ou structures existants de moindre qualité afin d'améliorer la situation existante.

Implications pour la protection légale et la gestion du bien

Par décision du Conseil d'Etat du canton du Tessin (organe exécutif) datée du 12 octobre 2022 (voir annexe 2), la zone tampon proposée est désormais considérée comme «Perimetro di rispetto cantonale». Un tel périmètre est réglementé par la loi du 13 mai 1997 sur la protection des biens culturels (LBC), dont voici les extraits pertinents (voir annexe 3 pour la loi *in extenso*) :

Art. 22 LBC

¹ Sauf disposition contraire, la protection d'un bien culturel s'étend au bien dans son ensemble, avec toutes ses parties et structures internes et externes.

² Si les circonstances l'exigent, un périmètre de protection doit être établi à proximité du bien protégé, à l'intérieur duquel aucune action ne peut être entreprise qui pourrait compromettre la conservation ou la mise en valeur du bien protégé.

Art. 24 LBC

¹ Toute intervention susceptible de modifier l'aspect ou la substance d'un bien protégé ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation et selon les indications du Conseil d'Etat.

² Avant d'établir un projet d'intervention détaillé, le propriétaire est tenu de consulter la Commission des biens culturels.

Le règlement d'application de la LBC précise les modalités de la procédure de consultation, notamment le fait que l'autorisation est délivrée par l'Office cantonal des biens culturels, après consultation de la Commission cantonale des biens culturels (art. 19, al. 3 RBC). A noter que l'octroi d'une autorisation n'est pas seulement requis pour les interventions à réaliser directement sur le bien protégé, mais également pour les interventions prévues dans le

périmètre défini autour du bien sur la base de l'art. 22, al. 2 LBC. En d'autres termes, une autorisation de l'Office cantonal des biens culturels est nécessaire pour tous travaux sur et dans le périmètre du bien culturel protégé (jugement n° 52.2011.581 du 10.08.2012 du Tribunal administratif cantonal).

Le plan de gestion, actuellement en cours de révision par les autorités municipales et cantonales, intègre également l'ensemble du périmètre proposé. Ce plan de gestion présente en détail comment protéger, gérer et promouvoir le site inscrit. Il contient une description du bien et de sa valeur universelle exceptionnelle et des valeurs qui lui sont associées. Il décrit les dispositifs et les processus pour la protection et conservation du site, la stratégie et les mesures entreprises pour sa promotion et les processus appliqués pour en garantir une gestion adéquate.

Pour les autorités compétentes aux différents niveaux étatiques, l'ajout de la zone tampon proposée représente ainsi un renforcement considérable et bienvenue de la protection du bien inscrit *Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzone* et de sa valeur universelle exceptionnelle.

Berne / Bellinzone, le 27 janvier 2023



Oliver Martin

Office fédéral de la culture suisse
Point focal national



Endrio Ruggiero

Office cantonal des biens culturels
Gestionnaire du bien inscrit

Annexes

1. Cartes illustrant la modification mineure proposée
2. Décision du Conseil d'Etat instaurant la zone de protection
3. Loi cantonale sur la protection des biens culturels (LBC)
4. Complément d'informations

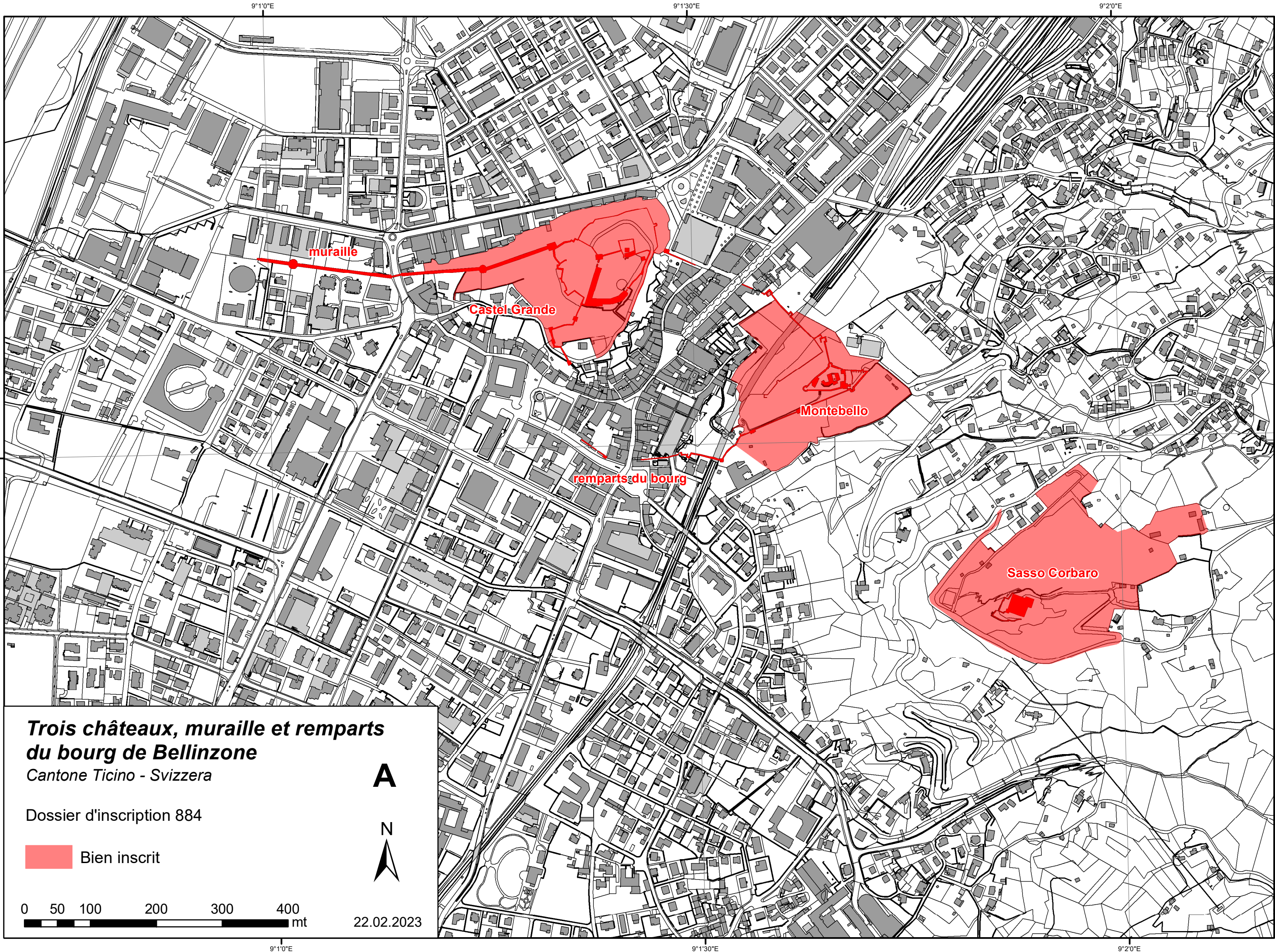
Annexe 1

Cartes illustrant la modification proposée¹

¹ Les cartes sont également fournies au format électronique (*.pdf).

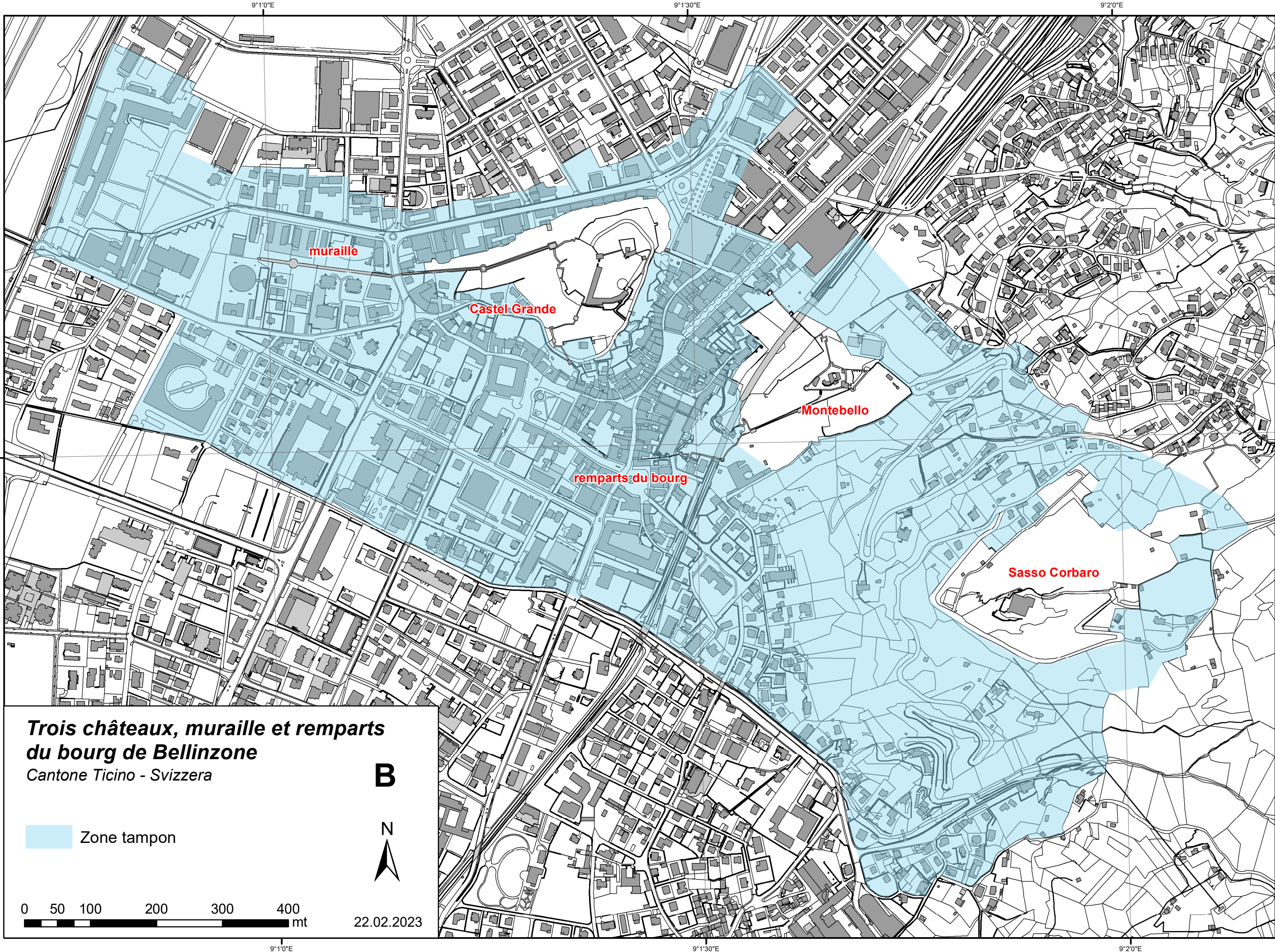
1.A.

Carte présentant le bien inscrit en 2000, sans zone tampon (dossier d'inscription 884)



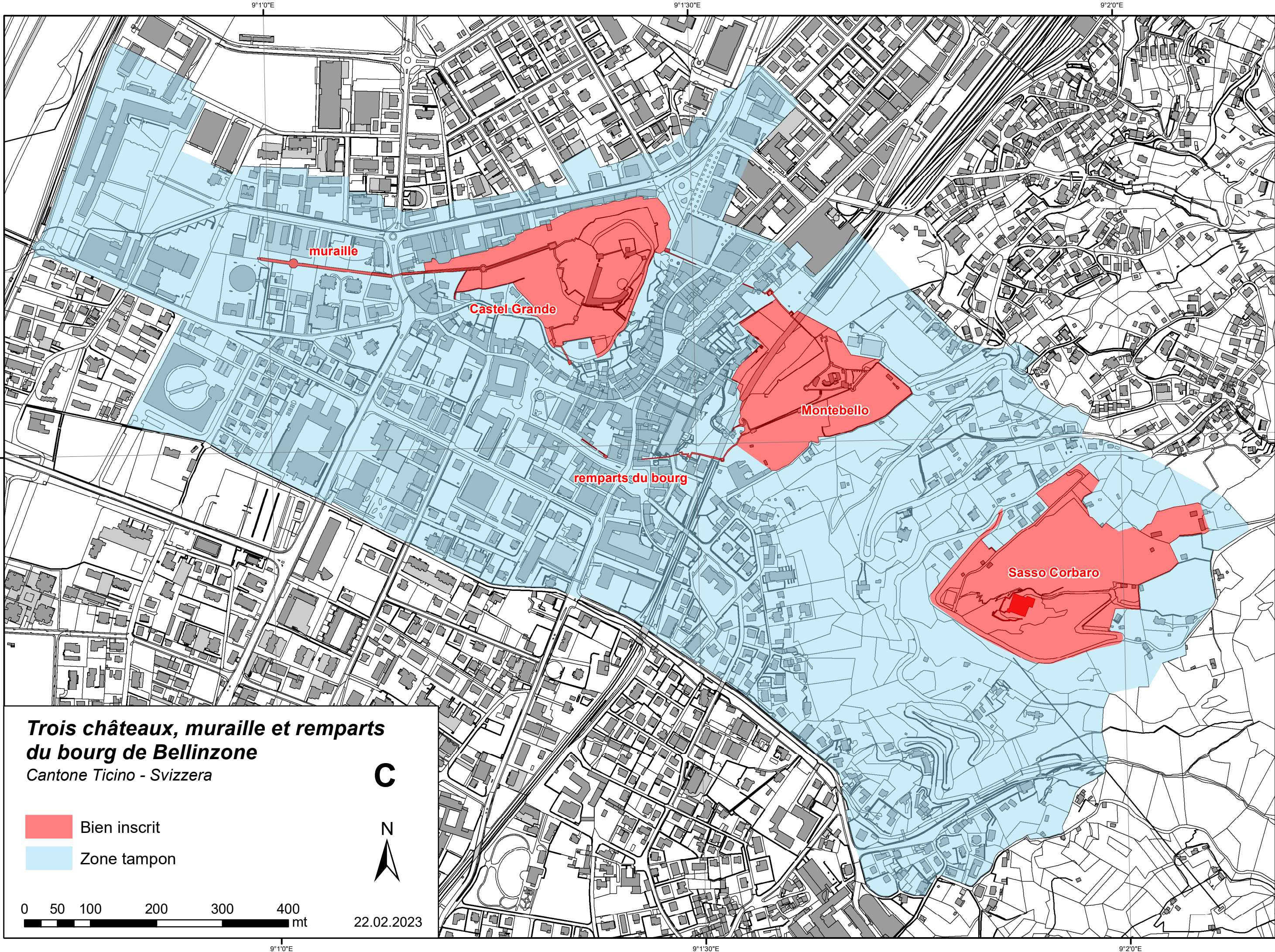
1.B.

Carte présentant la zone tampon proposée en
2023



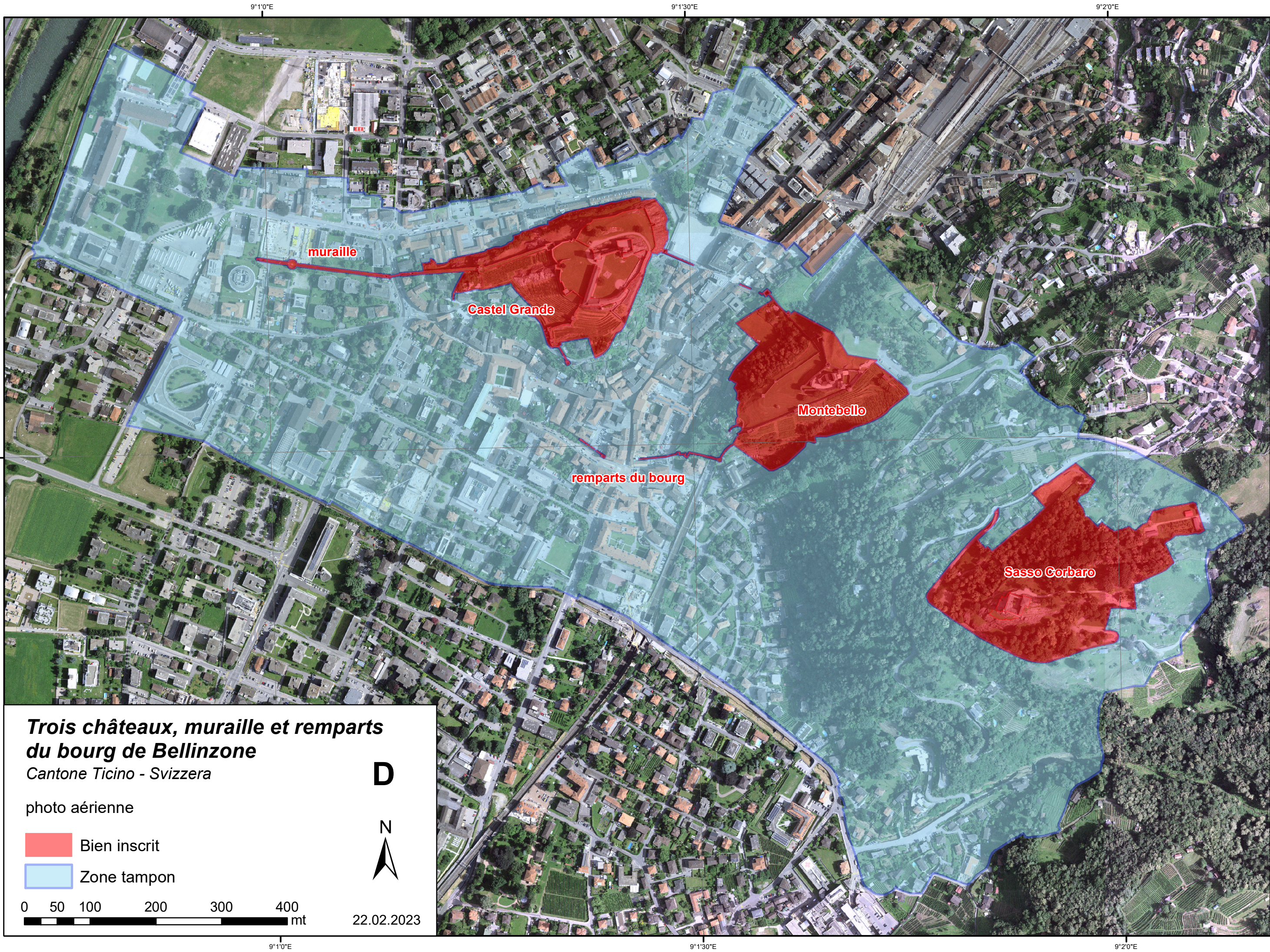
1.C.

Carte présentant le bien inscrit en 2000, avec la zone tampon proposée en 2023



1.D.

Photographie aérienne du bien inscrit en 2000,
avec la zone tampon proposée en 2023



Annexe 2

Décision du Conseil d'Etat instaurant la zone de protection

République et canton du Tessin

Résolution n° 5004 du 12 octobre 2022

Le Conseil d'Etat

rappelant l'article 29 de la Loi sur le développement territorial du 1er janvier 2012 (Lst, RL 701.100) et l'article 20 de la Loi sur la protection des biens culturels du 13 mai 1997 (LBC, RL 445.100),

vu en particulier l'article 20, alinéa 3, de la LBC, qui prévoit que le Conseil d'Etat décide, lors de l'approbation du plan d'aménagement, des biens à protéger en tant que biens culturels d'importance cantonale,

vu la nécessité d'étendre le **Périmètre de protection du centre historique de Bellinzona** (fiche SIBC n° PRisp822) afin de créer une *zone tampon pour le site UNESCO Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzone*, annoncé par la résolution du gouvernement n° 3509 du 6 juillet 2022,

considère les points suivants.

1. CONSIDÉRATIONS DE PROCÉDURE

Dans sa résolution n° 3509 du 6 juillet 2022, le Conseil d'Etat a annoncé l'intention de modifier d'office, conformément à la Loi sur la protection des biens culturels (LBC), l'extension du Périmètre de protection en vigueur qui protège le centre historique de Bellinzone, l'extension du Périmètre de protection en vigueur qui protège l'église de San Paolo à Arbedo, et l'extension du Périmètre de protection archéologique nommé Arbedo.

Les plans d'extension et la mise à jour des fiches descriptives correspondantes ont été déposés à la Chancellerie de la Commune de Bellinzone avec une annonce dans la Feuille officielle du 6 juillet 2022, avec le droit donné aux propriétaires fonciers concernés et à toute personne ou entité démontrant un intérêt de protection de présenter des observations au Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat n'a reçu aucune observation dans le délai imparti.

Pour la rédaction de cette décision et de ses annexes, le Conseil d'Etat s'est appuyé sur l'Office de l'aménagement du territoire (UPL) et l'Office des biens culturels (UBC) de la Section du développement territorial du Département du territoire.

2. CONSIDÉRATIONS SUR LE MÉRITE

2.1. MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DU CENTRE HISTORIQUE DE BELLINZONE (FICHE SIBC N° PRISP822)

Le Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (fiche SIBC n° PRisp822) a été approuvé par le Conseil d'Etat le 16 novembre 2010 par la résolution n° 5671 dans le cadre de l'approbation du Plan de paysage et de plusieurs variantes du Plan d'aménagement (PR) de l'actuel Quartier de Bellinzone.

La Convention pour la protection du patrimoine mondial de l'UNESCO demande l'établissement d'une zone tampon pour le site inscrit formé par les trois châteaux, la muraille et les remparts du bourg de Bellinzone. Dans la mesure où cela nous intéresse ici, nous tenons à souligner que, d'un point de vue juridique, le Périmètre de protection établi conformément à l'art. 22, al. 2 de la LBC a l'effet et la fonction d'une zone tampon de l'UNESCO. C'est pourquoi

le Périmètre de protection du centre historique de Bellinzona protège non seulement les biens culturels du centre historique, mais aussi le site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

À la suite de vérifications et d'enquêtes approfondies menées en 2018 (voir Progetto "3° binario e nuova fermata Piazza Indipendenza a Bellinzona"), il est apparu qu'afin d'optimiser l'effet de la zone tampon et de la rendre plus conforme aux exigences de la Convention du patrimoine mondial, le Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone doit être modifié et agrandi de manière appropriée, en particulier dans sa partie montagneuse et septentrionale. Il est également apparu que la réglementation qui la détermine devait être révisée (voir chapitre 4.3 "Zone tampon" du rapport *Site du patrimoine mondial. Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzone, Suisse, Bellinzone - Canton du Tessin, N46 11 35.304 E9 1 20.712, Date d'inscription: 2000, Projet de construction d'une nouvelle voie et halte ferroviaires à proximité immédiate du bien. Étude d'impact sur le patrimoine - 8 juin 2018* et le document *Patrimoine mondial de l'UNESCO Plan d'action de la Suisse 2016-2023*, tous deux publiés sur le site de l'Office fédéral de la culture¹).

La nouvelle extension du *Périmètre de protection pour le centre historique et le site inscrit du patrimoine mondial (Trois châteaux, muraille et remparts du bourg) de Bellinzone* est illustrée à l'Annexe 1. Parallèlement à l'extension du Périmètre de protection, il est nécessaire de modifier le texte de la *Fiche descriptive du Périmètre de protection pour le centre historique de Bellinzone* en Annexe C du rapport de planification. Le nouveau texte se trouve dans l'Annexe 2. Cette modification est nécessaire pour justifier l'extension et pour fixer les objectifs et les critères d'application du Périmètre de protection modifié.

Pour ces raisons, et compte tenu de l'information publique donnée, le Conseil d'État modifie d'office le Plan d'aménagement du Quartier de Bellinzone (Commune de Bellinzone) en étendant le Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (fiche SIBC n° PRISP822) et en complétant la fiche descriptive relative selon les Annexes 1 et 2.

L'Annexe 3 présente le nouveau Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (fiche SIBC n° PRISP822) y compris l'extension prévue dans cette résolution.

3. DISPOSITIF

compte tenu de ce qui précède,

sur proposition du Département du territoire,

décide:

1. Décisions et modifications d'office

1.1. Extension du Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (fiche SIBC n° PRISP822) selon l'Annexe 1;

1.2. Modification de la fiche descriptive du Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (PRISP822) selon l'Annexe 2;

2. Publication et notification

2.1. Cette résolution, rappelant les art. 29 al. 3 LST, 39 al. 3 RLST et 19 LPAm:

- a. est publiée dans la Feuille officielle par la Chancellerie d'État et est affichée à la Commune par la Municipalité;
- b. est notifié intégralement par courrier recommandé à la Municipalité de Bellinzone;

¹ voir <https://www.bak.admin.ch/bak/it/home/baukultur/archaeologie-und-denkmalspflege/patrimoine-mondial-de-l-unesco.html>

- c. est notifiée intégralement par simple lettre à tous les propriétaires de terrains de la zone à bâtir situés à l'intérieur des extensions du Périmètre de protection.

2.2. Cette résolution, y compris toutes les annexes, est déposée pour une période de 30 jours, du 26 octobre au 24 novembre 2022, à la disposition des parties, auprès de la Chancellerie communale.

3. Recours en justice

3.1. Les recours contre cette résolution et les modifications décrétées peuvent être déposés auprès du Tribunal administratif cantonal.

3.2. Le recours doit être soumis en 3 exemplaires:

- a. dans les 30 jours suivant la notification, pour ceux qui ont reçu personnellement cette résolution;
- b. dans le délai de dépôt de la résolution auprès de la Chancellerie communale selon le point 2.2 pour tous les autres cas.

3.3. A qualité pour recourir:

- a. la Commune et tout citoyen actif dans la Commune;
- b. toute autre personne ou institution qui démontre un intérêt digne de protection (art. 30 al. 2 Lst, art. 13 Lcoord).

POUR LE CONSEIL D'ÉTAT
Le Président Claudio Zali
Le Chancelier Arnoldo Coduri

4. COMMUNICATION

[...]

5. ANNEXES

1. Extension du Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone
2. Fiche descriptive du Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone
3. Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone incluant l'extension selon l'Annexe 1.

Annexe 2 Fiche descriptive du Périmètre de protection du centre historique de Bellinzone (PRisp 822)

Objectifs. Le but principal du périmètre de protection est le contrôle des interventions architecturales et urbanistiques dans les alentours immédiats des biens culturels protégés situés dans toute la zone du centre historique de la ville, dont beaucoup ont un grand impact paysager, soit notamment les trois châteaux, les remparts médiévaux, la Muraille, la Collégiale et l'église de San Rocco. L'objectif principal du périmètre, dans la partie vallonnée, est de préserver l'isolement et le caractère émergeant des châteaux et des remparts, monuments inscrits sur la Liste du patrimoine mondial qui se démarquent encore aujourd'hui dans le paysage en raison de leur caractère imposant. Les transformations dans cette zone seront évaluées en fonction de leur impact sur le bien culturel le plus proche (châteaux de Sasso Corbaro et de Montebello, remparts du bourg) et sur la valeur universelle exceptionnelle (VUE) du bien inscrit dans son ensemble. Inversement, dans le secteur bâti en plaine, il est nécessaire de préserver dans la mesure du possible une relation correcte entre le tissu urbain et chaque monument, plus précisément de préserver le contexte architectural traditionnel dans lequel se trouvent les biens culturels. Une attention particulière doit être portée aux modifications dues aux nécessités technologiques et fonctionnelles contemporaines: en principe, ces apports ne devront pas entrer en conflit avec le caractère du bien culturel situé dans les environs immédiats.

Extension. L'extension du périmètre de protection inclut les zones (bâties et non bâties) directement adjacentes ou qui ont une relation spatiale avec le bien culturel protégé. Pour la préservation du caractère du site et de chaque monument, le périmètre a été calibré sur les objectifs indiqués ci-dessus. Il englobe une large ceinture collinaire, délimitée au sud par le cours du Dragonato et au nord par une ligne qui coupe la pente presque parallèlement aux remparts, incluant ainsi une vaste bande vallonnée, herbeuse et boisée. Plus à l'est, toujours dans la zone vallonnée, le périmètre comprend des bois, des prairies de fauche et les terrains qui entourent le promontoire rocheux sur lequel se dresse le château de Sasso Corbaro. En ce qui concerne la plaine, le périmètre se limite à inclure le centre historique médiéval ainsi que, vers le fleuve Tessin, les quartiers des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles et de récente construction qui ont une relation spatiale directe avec les monuments susmentionnés.

Critères d'application. Les modifications architecturales et du territoire (espaces libres sur la colline, tissu urbanisé dans le centre historique) à l'intérieur du périmètre de protection devront se référer strictement à l'aspect monumental des biens culturels protégés; une attention particulière doit être portée aux monuments inscrits au Patrimoine mondial. Dans la zone vallonnée, il est nécessaire de veiller particulièrement à l'aménagement du territoire en ce qui concerne la définition et la réalisation des espaces libres, des parkings et des voies d'accès aux complexes monumentaux. Dans les zones comprises à l'intérieur du centre historique, il convient d'intervenir en conservant, où celle-ci existe, la structure architectonique traditionnelle. Les interventions ne devront pas être invasives, ce d'un point de vue volumétrique, chromatique et architectural au regard des biens culturels existants. On utilisera des plâtres et des teintes chromatiques traditionnels. Là où la substance historique devait manquer, il est possible d'utiliser le langage architectural contemporain, s'il est bien finalisé et rapporté aux biens culturels adjacents. Le mobilier urbain et le revêtement du sol doivent être adaptés au caractère des monuments protégés. Dans les zones de nouvelle construction, une architecture de bonne qualité est requise, avec des volumes et des matériaux simples qui dialoguent correctement avec le bien culturel protégé le plus proche.

Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 41 11
fax +41 91 814 44 35
e-mail can@ti.ch
web www.ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

richiamati l'art. 29 della Legge sullo sviluppo territoriale del 1° gennaio 2012 (Lst, RL 701.100) e l'art. 20 della Legge sulla protezione dei beni culturali del 13 maggio 1997 (LBC, RL 445.100),

richiamato in particolare l'art. 20 cpv. 3 LBC il quale prevede che il Consiglio di Stato decida in sede d'approvazione del piano regolatore quali immobili siano da proteggere in quanto beni culturali d'interesse cantonale,

vista la necessità di estendere il **Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona** (n. scheda SIBC PRisp822) al fine di istituire una *zona tampone per il sito UNESCO Tre castelli, murata e cinta muraria del borgo di Bellinzona*, annunciata con risoluzione governativa n. 3509 del 6 luglio 2022,

considera quanto segue.

1. CONSIDERAZIONI DI CARATTERE PROCEDURALE

Con risoluzione n. 3509 del 6 luglio 2022, il Consiglio di Stato ha annunciato l'intenzione di modificare d'ufficio, ai sensi della Legge sulla protezione dei beni culturali (LBC), l'estensione del Perimetro di rispetto in vigore a tutela del nucleo storico di Bellinzona, l'estensione del Perimetro di rispetto in vigore a tutela della chiesa di San Paolo ad Arbedo e l'estensione del Perimetro d'interesse archeologico denominato Arbedo.

I piani di estensione e l'aggiornamento delle relative Schede descrittive sono stati depositati presso la Cancelleria del Comune di Bellinzona con annuncio sul Foglio ufficiale del 6 luglio 2022 con facoltà data ai proprietari fondiari interessati e ad ogni persona o ente che dimostrasse un interesse di protezione di presentare delle osservazioni al Consiglio di Stato. Entro i termini indicati, al Consiglio di Stato non sono prevenute osservazioni.

Per la stesura della presente decisione e relativi allegati, il Consiglio di Stato ha fatto capo all'Ufficio della pianificazione locale (UPL) e all'Ufficio dei beni culturali (UBC) della Sezione dello sviluppo territoriale del Dipartimento del territorio.

2. CONSIDERAZIONI DI MERITO

2.1. MODIFICA DEL PERIMETRO DI RISPETTO DEL NUCLEO STORICO DI BELLINZONA (N. SCHEDA SIBC PRISP822)

Il Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona (n. Scheda SIBC PRISP822) è stato approvato dal Consiglio di Stato il 16 novembre 2010 con risoluzione n. 5671 nell'ambito dell'approvazione del Piano del paesaggio e di alcune varianti del Piano regolatore (PR) dell'odierno Quartiere di Bellinzona.

La Convenzione per la protezione del patrimonio mondiale UNESCO chiede che sia istituita una zona tampone per il sito iscritto formato dai tre Castelli, dalla Murata e dalla Cinta muraria del Borgo di Bellinzona. Per quanto qui di interesse, segnaliamo che dal profilo giuridico il perimetro di rispetto istituito ai sensi dell'art. 22 cpv. 2 LBC esplica l'effetto e ha la funzione di zona tampone UNESCO. Per questa ragione, il perimetro di rispetto per il nucleo di Bellinzona tutela non solamente i beni culturali del nucleo storico, ma anche il sito iscritto nel patrimonio mondiale dell'UNESCO.

A seguito di verifiche e approfondimenti condotti nel 2018 (si veda Progetto "3° binario e nuova fermata Piazza Indipendenza a Bellinzona"), è emerso che per ottimizzare l'effetto della zona tampone e renderla maggiormente conforme ai requisiti della Convenzione per la protezione del patrimonio mondiale, occorre modificare il Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona estendendolo convenientemente, specialmente nella sua parte montana e settentrionale. È pure emerso che occorre rivedere le normative che lo determinano (si veda il capitolo 4.3 "Zone tampon" del rapporto *Site du patrimoine mondial. Trois châteaux, muraille et remparts du bourg de Bellinzona, Suisse, Bellinzona - Canton du Tessin, N46 11 35.304 E9 1 20.712, Date d'inscription: 2000, Projet de construction d'une nouvelle voie et halte ferroviaires à proximité immédiate du bien. Étude d'impact sur le patrimoine* - 8 juin 2018 e il documento *Patrimoine mondiale UNESCO Piano d'azione Svizzera 2016-2023*, entrambi pubblicati nel sito internet dell'Ufficio federale della cultura¹).

La nuova estensione del *Perimetro di rispetto per il nucleo storico e il sito iscritto nel patrimonio mondiale (tre Castelli, Murata, Cinta muraria del Borgo) di Bellinzona* è illustrata nell'Allegato 1. Contestualmente all'ampliamento del Perimetro di rispetto è necessario modificare il testo della *Scheda descrittiva del Perimetro di rispetto per il nucleo storico di Bellinzona* dell'Allegato C del Rapporto di pianificazione. Il nuovo testo è illustrato nell'Allegato 2. Questa modifica è necessaria per giustificare l'estensione e per esporre gli obiettivi e i criteri di applicazione del Perimetro di rispetto modificato.

¹ vedi sito <https://www.bak.admin.ch/bak/it/home/baukultur/archaeologie-und-denkmalspflege/patrimoine-mondial-de-l-unesco.html>

Per questi motivi, e tenuto conto dell'avvenuta informazione pubblica, il Consiglio di Stato modifica d'ufficio il Piano regolatore del Quartiere di Bellinzona (Comune di Bellinzona) estendendo il Perimetro di rispetto del Nucleo storico di Bellinzona (n. scheda SIBC PRISP822) e completando la relativa Scheda descrittiva come agli Allegati 1 e 2.

L'Allegato 3 presenta il nuovo Perimetro di rispetto del Nucleo storico di Bellinzona (n. Scheda SIBC PRisp822) comprensivo dell'estensione disposta in questa risoluzione.

3. **DISPOSITIVO**

visto quanto precede,

su proposta del Dipartimento del territorio,

risolve:

1. Decisioni e modifiche d'ufficio

- 1.1. Estensione del Perimetro di rispetto del Nucleo storico di Bellinzona (n. Scheda SIBC PRisp822) come all'Allegato 1;
- 1.2. Modifica della Scheda descrittiva del Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona (PRisp822) come all'Allegato 2;

2. Pubblicazione e notificazione

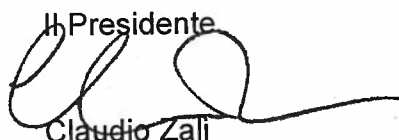
- 2.1. La presente risoluzione, richiamati gli art. 29 cpv. 3 LST, 39 cpv. 3 RLST e 19 LPAm:
- a. limitatamente al suo dispositivo, è pubblicata sul Foglio ufficiale da parte della Cancelleria dello Stato e all'albo comunale da parte del Municipio;
- b. è notificata in esteso per raccomandata al Municipio di Bellinzona;
- c. è notificata in esteso per lettera semplice a tutti i proprietari dei fondi in zona edificabile siti all'interno delle estensioni del perimetro di rispetto.
- 2.2. La presente risoluzione comprensiva di tutti gli allegati è depositata per un periodo di 30 giorni e più precisamente dal 26 ottobre al 24 novembre 2022 a disposizione delle parti presso la Cancelleria comunale.

3. Rimedi di diritto

- 3.1. Contro la presente risoluzione e le modifiche decretate è dato ricorso al Tribunale cantonale amministrativo.
- 3.2. Il ricorso è da presentare in 3 copie:
- a. entro 30 giorni dalla notificazione, per coloro che hanno ricevuto personalmente la presente decisione;
 - b. entro il termine di deposito della risoluzione presso la Cancelleria comunale di cui al punto 2.2 del dispositivo, negli altri casi.
- 3.3. Sono legittimati a ricorrere
- a. il Comune e ogni cittadino attivo nel Comune;
 - b. ogni altra persona o ente che dimostri un interesse degno di protezione (art. art. 30 cpv. 2 Lst, art. 13 Lcoord).

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente



Claudio Zali

Il Cancelliere



Arnoldo Coduri

4. COMUNICAZIONE

Invio per raccomandata a:

Municipio di Bellinzona
6500 Bellinzona

Invio interno:

Sezione dello sviluppo territoriale (dt-sst@ti.ch)

Ufficio della pianificazione locale (dt-upl@ti.ch)

Ufficio dei beni culturali (dt-ubc@ti.ch)

Ufficio del demanio (dt-sg.ud@ti.ch)

Ufficio delle domande di costruzione (dt-sg.udc@ti.ch)

Cancelleria dello Stato per esecuzione del dispositivo n. 2.1.a (can-fu@ti.ch)

Per lettera semplice:

al Tribunale cantonale amministrativo (3 copie)

Tribunale d'appello

Tribunale cantonale amministrativo

Palazzo di Giustizia

6901 Lugano

ai proprietari dei fondi in zona edificabile interessati dalla modifica

1. Azienda Multiservizi Bellinzona (AMB), vicolo Muggiasca 1a, 6500 Bellinzona
2. Barbuti Storni Alessandra, via Pian Lorenzo 18L, 6500 Bellinzona
3. Bestenheider Jean-Claude, via Pian Lorenzo 18G, 6500 Bellinzona
4. Bonzanigo Luisa Giglia Carla, via San Gottardo 99 A, 6500 Bellinzona
5. Bonzanigo Manuel Luigi Angelo, via alle Scuole 35, 6802 Rivera
6. Cannavò Elda, via Pian Lorenzo 18L, 6500 Bellinzona
7. Capelli Inna, via Artore 1, 6500 Bellinzona
8. Cappelletti Francesco, via Artore 14, 6500 Bellinzona
9. Casagrande Toscano Lorenza, via Artore 6, 6500 Bellinzona
10. CE Bonzanigo Gargiulo Larrosa M. Teresa, Bonzanigo Luca, Bonzanigo Stoll Lia, c/o SCA Studio Commercialisti Associati SA, 6900 Lugano
11. CE Cappelletti Francesco, Cappelletti Liliana, Tettamanti Chiara, c/o Cappelletti Francesco, via Artore 14, 6500 Bellinzona
12. CE Ferrari Christine Elisabeth, Gabana Mariangela, Libanione Ornella, c/o Ferrari Christine, via Caratti 11, 6500 Bellinzona
13. CE Mossi Romana M. Gaetano, Mossi Nelide, c/o Mossi Romana, via Artore 7A, 6500 Bellinzona
14. Cejka Petra, via Pian Lorenzo 18L, 6500 Bellinzona
15. Cima Giulia, via Pian Lorenzo 18F, 6500 Bellinzona
16. Cima Tarcisio, via Pian Lorenzo 18F, 6500 Bellinzona
18. Conti Beltraminelli Marzia, via Cassone 32, 6963 Pregassona
19. Conti Fausto, via Daro 2 B, 6500 Bellinzona
20. Conti Michela, via delle Vigne 35, 6500 Bellinzona
21. Conti Scacchi Elena, via Tampori 22, 6500 Bellinzona
22. Delcò Wilma, casella postale 198, 6500 Bellinzona 5
23. Eicher Ida, Bahnweg, 44 8852 Altendorf
24. Ferrari Franco, via Portiora, 2 6503 6500 Bellinzona
25. Ferrovie Federali Svizzere FFS, Hilfikerstrasse 1, 3000 Berna 65

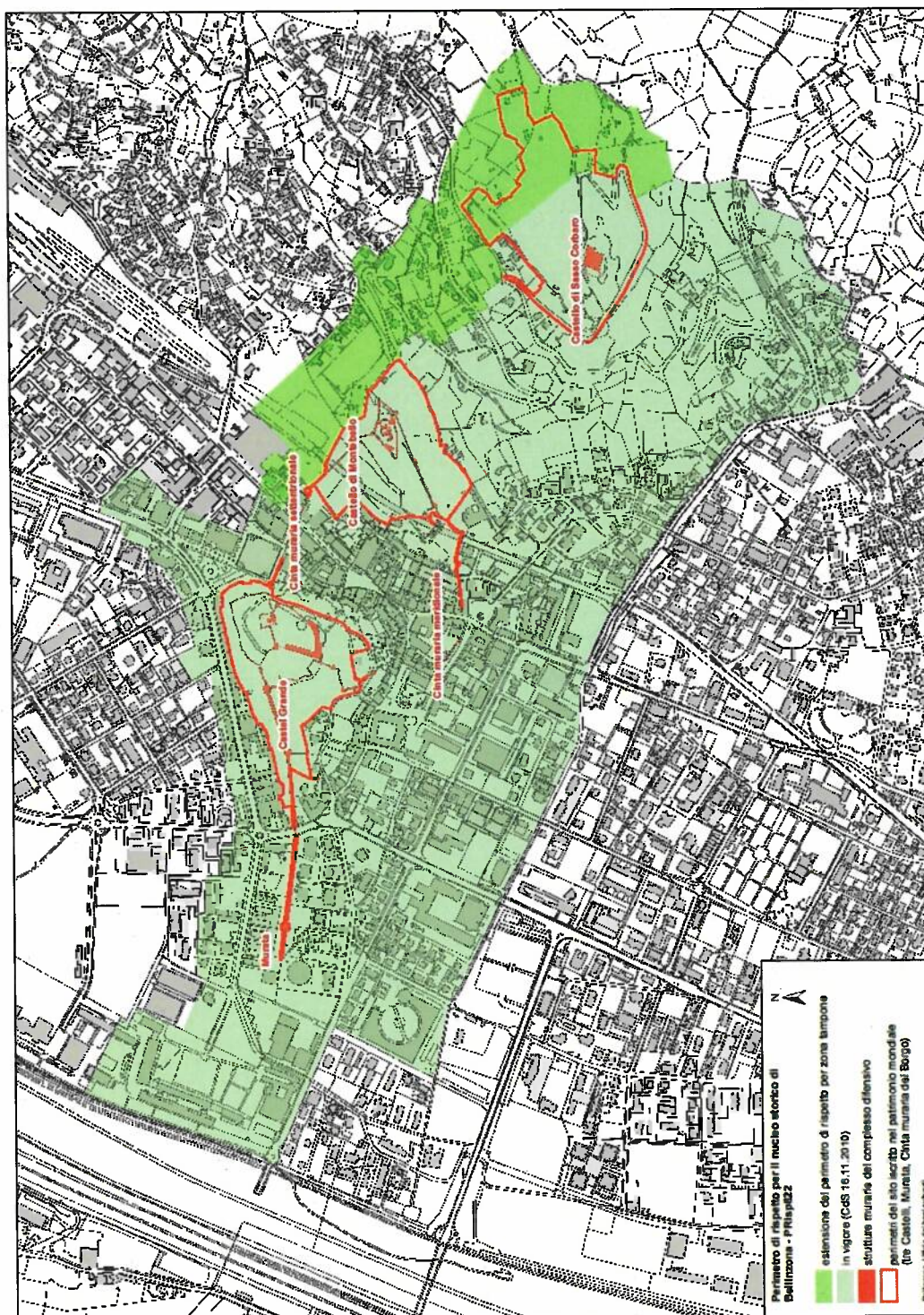
26. Genini Michele, via Artore 7B, 6500 Bellinzona
27. Gentili Manuela, Via Artore 17A, 6500 Bellinzona
28. Lotti Daniele, via Piumerino 2, 6500 Bellinzona
29. Mariotti Mauro, via Artore 17A, 6500 Bellinzona
30. Martinelli Fabiano Severino, via alla Fraccia 16, 6512 Giubiasco
31. Medaglia Morzenti Leda, Al Gagiurasc 5, 6528 Camorino
32. Morgantini Therese, via Artore 16, 6500 Bellinzona
33. Mossi Romana M. Gaeta1966no, via Artore 7A, 6500 Bellinzona
34. Pasqualini Madeleine, Pardellgasse 42, 7304 Maienfeld
35. Pedrini Flavio, via B. Ferrini 2, 6500 Bellinzona
36. Pedrini Nello, via Camunela 94, 7522 La Punt-Chamues
37. Pedrini Roberto, via Artore 18, 6500 Bellinzona
38. Pelli Stefano, via Artore 3, 6500 Bellinzona
39. Pinchetti Emanuela, via Artore 17B, 6500 Bellinzona
40. Pinchetti Giorgio, via Artore 17B, 6500 Bellinzona
41. Ponzio Matteo, via Artore 20, 6500 Bellinzona
42. Postfinance SA, Mingerstrasse 20, 3030 Berna
43. Sasselli Raoul, via Artore 19, 6500 Bellinzona
44. Storni Moreno, via Pian Lorenzo 18L, 6500 Bellinzona
45. Veronese Katiusca Alice, via Gerre 42, 6713 Malvaglia
46. Veronese Ruben, via Gerre 42, 6713 Malvaglia
47. Vescovi Stefano, c/o Eda Kurier (Lima), Freiburgstrasse 10, 3003 Berna
48. Villat Remo Alberto, via Pratocarasso 13, 6500 Bellinzona

5. ALLEGATI

1. Estensione del Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona
2. Scheda descrittiva del Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona
3. Perimetro di rispetto del nucleo storico di Bellinzona comprensivo dell'estensione di cui all'Allegato 1

Allegato 1 Estensione del Perimetro di rispetto per il nucleo storico di Bellinzona

(n. Scheda SIBC PRisp822)



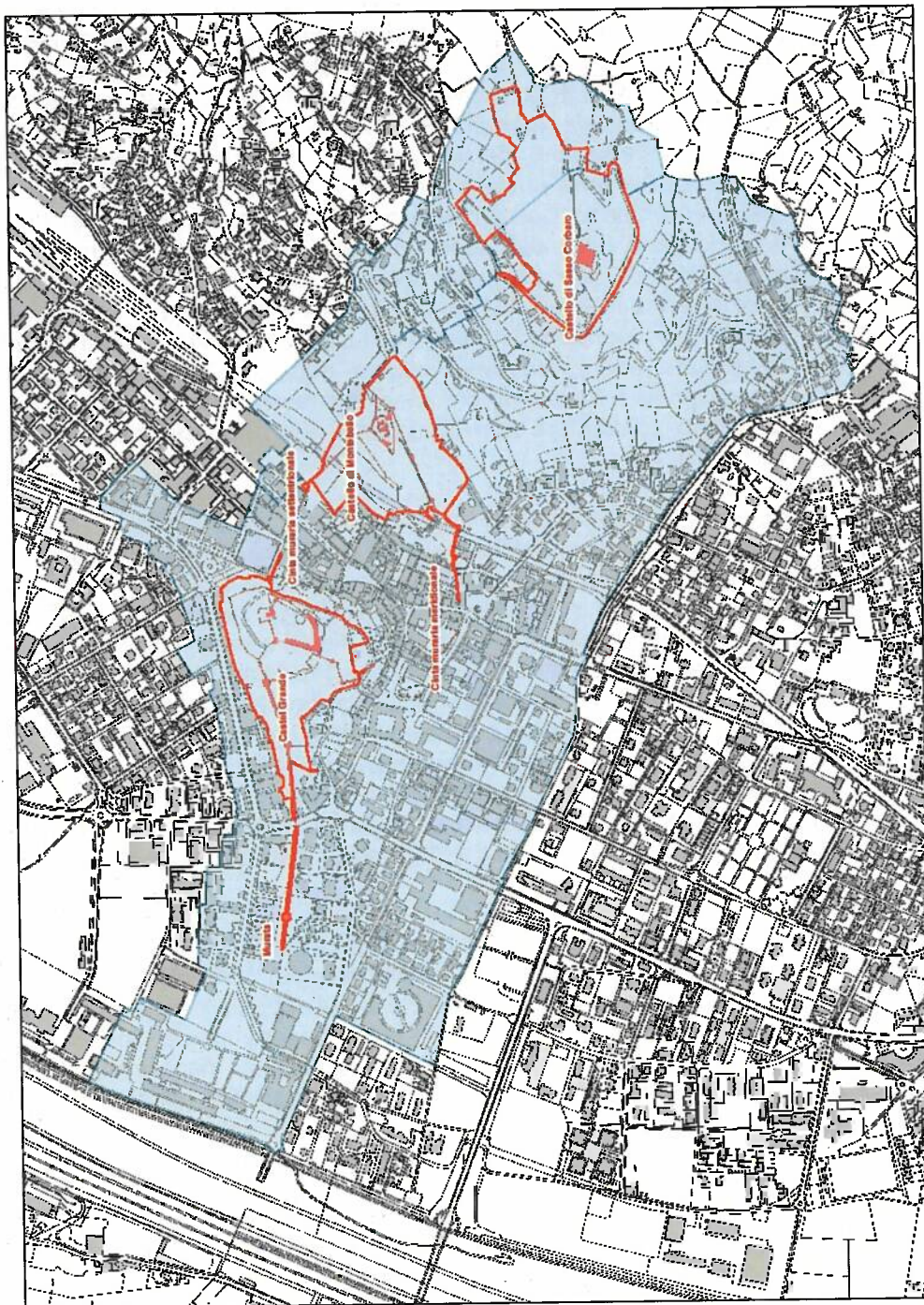
Allegato 2 Scheda descrittiva del Perimetro di rispetto per il nucleo storico di Bellinzona (PRisp 822)

Obiettivi. Lo scopo primario del perimetro di rispetto è il controllo degli interventi architettonici e urbanistici nelle immediate adiacenze dei beni culturali protetti, localizzati in tutta l'area del nucleo storico cittadino e per lo più d'ampio impatto paesaggistico: tra cui i tre castelli, la cinta muraria medievale, la Murata, la chiesa collegiata, la chiesa di San Rocco. L'obiettivo principale del perimetro nella parte collinare è quello di conservare l'isolamento e il carattere emergente dei Castelli e della cinta muraria, monumenti iscritti nell'Elenco del Patrimonio mondiale, i quali ancora oggi spiccano, per la loro imponenza, nel paesaggio. Le trasformazioni in quest'area saranno valutate in funzione del loro impatto sul bene culturale più vicino (castelli di Sasso Corbaro e Montebello; cinta muraria del borgo) e sul valore eccezionale (VUE) del bene culturale protetto nel suo insieme. Per contro nel comparto edificato pianiziale occorre conservare, ove possibile, una corretta relazione tra il tessuto urbano e i singoli monumenti; più precisamente occorre preservare il contesto architettonico tradizionale in cui sono inseriti i beni culturali. Particolare attenzione deve essere data alle modifiche dovute alle necessità tecnologiche e funzionali contemporanee: in linea di principio tali inserimenti non dovranno contrastare con il carattere del bene culturale posto nelle immediate vicinanze.

Estensione. L'estensione del perimetro di rispetto è normalmente stabilita includendo le zone (edificate e non edificate) direttamente adiacenti o che hanno una relazione spaziale con il bene culturale tutelato. Per la conservazione del carattere del sito e dei singoli monumenti il perimetro è stato calibrato sugli obiettivi sopra indicati, inglobando una larga fascia collinare delimitata a sud dal corso del Dragonato, mentre a nord da una linea che taglia il pendio quasi parallelamente; alla cinta muraria, comprendendo così un'ampia fascia collinare prativa e boschiva. Più ad est, sempre nell'area collinare, il perimetro comprende boschi, prati a sfalcio e i terreni che circondano l'emergenza rocciosa su cui sorge il castello di Sasso Corbaro. Sul piano il perimetro si è limitato ad includere il centro storico medievale, come pure, verso il fiume Ticino, i quartieri ottocenteschi, novecenteschi e di recente creazione che hanno una diretta relazione spaziale con le emergenze monumentali summenzionate.

Criteri d'applicazione. Le modifiche architettoniche e del territorio (spazi liberi sulla collina; tessuto edilizio nel centro storico) all'interno del perimetro di rispetto dovranno correttamente rapportarsi all'aspetto monumentale dei beni culturali protetti; particolare attenzione deve essere posta sui monumenti iscritti nel Patrimonio mondiale. Nell'area collinare è necessario prestare particolare attenzione alla sistemazione del territorio per quel che riguarda l'impostazione e la finitura degli spazi liberi, dei posteggi e delle vie di accesso ai complessi monumentali. Nelle aree comprese nel nucleo storico occorre intervenire conservando, ove ancora esiste, la strutturazione architettonica tradizionale: gli interventi non dovranno essere invasivi; dal punto di vista volumetrico, cromatico, architettonico nei confronti dei beni culturali esistenti. Occorre utilizzare intonaci e tinte cromatiche tradizionali. Laddove manchi la sostanza storica, è possibile l'utilizzazione del linguaggio architettonico contemporaneo, se ben finalizzato e rapportato con i beni culturali adiacenti. L'arredo urbano e la pavimentazione devono essere consoni al carattere dei monumenti protetti. Nelle aree di nuova edificazione è richiesta una architettura di buona qualità con volumi e materiali semplici, che dialoghino correttamente con il bene culturale protetto maggiormente vicino.

**Allegato 3 Perimetro di rispetto per il nucleo storico di Bellinzona
comprensivo dell'estensione di cui all'Allegato 1**



PERIMETRO DI RISPETTO CANTONALE

Art. 22 cpv. 2 Legge cantonale sulla protezione dei beni culturali

Definizione

Il significato di un bene culturale dipende non solamente dal suo valore intrinseco, ma anche dalla buona gestione del contesto spaziale e territoriale in cui è ubicato. Nel documento *Tutela del contesto dei monumenti storici* elaborato dalla Commissione federale dei monumenti storici e datato 17 ottobre 2008 si legge: "Ogni monumento si situa in un contesto spaziale con il quale si relaziona sotto diversi aspetti. Il contesto è quindi parte essenziale del monumento. È l'ambito in cui il monumento ha effetto e in cui è percepito, ed è quindi parte costituente del valore monumentale; per questo motivo merita un'attenzione particolare. A differenza del monumento che in quanto elemento statico si modifica lentamente nel tempo, il contesto subisce in genere una maggiore dinamica e subisce mutazioni più rapide. In caso di interventi nel contesto di un monumento, occorre applicare particolare scrupolosità. Considerata l'importanza del contesto per il valore del monumento, i servizi competenti preposti alla protezione dei monumenti storici devono essere coinvolti nelle procedure decisionali".

Basi legali

Principio. Il perimetro di rispetto per i beni culturali protetti è disciplinato dall'art. 22 cpv. 2 Legge sulla protezione dei beni culturali del 13 maggio 1997 (LBC) che recita "Se le circostanze lo esigono, nelle adiacenze del bene protetto è da delimitare un perimetro di rispetto entro il quale non sono ammessi interventi suscettibili di compromettere la conservazione o la valorizzazione del bene protetto". Esso ha sostituito le non meglio definite "adiacenze dei monumenti" o il "perimetro di protezione del monumento" istituito con la previgente Legge sui monumenti storici.

Istituzione. L'istituzione dei perimetri di rispetto per i beni culturali d'interesse cantonale è di competenza del Cantone.

Competenze. In base all'art. 24 LBC, qualunque intervento suscettibile di modificare l'aspetto o la sostanza di un bene protetto di interesse cantonale, può essere eseguito solo con l'autorizzazione ed in conformità alle indicazioni del CdS. Prima di elaborare un progetto dettagliato di intervento, prosegue la norma (cpv. 2), il proprietario è tenuto a consultare la CBC. Con l'art. 19 cpv. 3 del Regolamento relativo alla LBC (RBC) tale competenza è stata delegata all'UBC, il quale, previo avviso della CBC, decide sull'autorizzazione all'intervento. Con sentenza n. 52.2011.581 del 10 agosto 2012, il Tribunale cantonale amministrativo ha precisato che il consenso dell'UBC non è prescritto soltanto per interventi da attuare direttamente sul bene protetto, ma anche per gli interventi previsti all'interno del perimetro di rispetto definito attorno al bene in base all'art. 22, cpv. 2 LBC. In altre parole, l'art. 24 LBC è applicabile sia per gli interventi eseguiti sul bene culturale tutelato sia per quelli all'interno del relativo perimetro di rispetto.

Scopo

L'obiettivo dei perimetri di rispetto è la verifica degli interventi architettonici e urbanistici nelle adiacenze dei beni culturali tutelati. In altre parole i perimetri assicurano che le modifiche del contesto spaziale e morfologico del bene protetto non abbiano a compromettere o pregiudicare la fruizione del bene stesso e se possibile, in caso di situazioni già degradate, a migliorare le condizioni di conservazione del contesto in funzione della fruizione del bene culturale protetto.

Estensione

Il perimetro di rispetto è stabilito analizzando il rapporto tra il bene culturale protetto e il contesto in cui insiste, tenendo presente il suo carattere strutturale, funzionale e percettivo. Per la determinazione del perimetro devono essere presi in considerazione le relazioni e gli assi percettivi e visivi da e verso il monumento, la sua situazione paesaggistica e/o urbanistica, le relazioni e le distanze tra il bene protetto e i singoli edifici o manufatti che costituiscono il contesto, i loro rapporti dimensionali e volumetrici, le proporzioni e l'armonia tra i singoli elementi.

È naturalmente compreso nel perimetro il territorio direttamente adiacente ai beni protetti: tuttavia in taluni casi, laddove la presenza monumentale del bene culturale è territorialmente manifesta e importante ed è necessario garantire la salvaguardia di una corretta fruizione e visibilità del monumento anche in una scala maggiore, il perimetro può assumere dimensioni più ampie.

Il perimetro di rispetto include anche i terreni ineditati (vuoti edilizi) situati in zona edificabile, come pure aree fuori zona edificabile (forestali e agricole), poiché talvolta soggette a cambiamento (strade, impianti agricoli, ecc.).

Infine vengono inseriti nei perimetri di rispetto edifici esistenti perturbanti, poiché ciò consente a UBC e CBC di esprimersi su progetti di ristrutturazione, al fine di se del caso migliorarli o di valutare eventuali nuove edificazioni in sostituzione dell'esistente.

Effetti

L'istituzione di un perimetro di rispetto non modifica la destinazione delle superfici che ne sono interessate. La zona di utilizzazione rimane pertanto immutata, come pure i parametri edilizi applicabili.

L'istituzione del perimetro di rispetto cantonale pone un vincolo sui proprietari interessati, nella misura in cui tutti i progetti al suo interno devono essere sottoposti per preavviso all'UBC, che ha l'obbligo di sentire la CBC. La sua estensione deve pertanto essere correttamente ponderata, poiché determina un importante impegno amministrativo per UBC e CBC. Essi esaminano infatti tutti gli interventi edilizi compresi all'interno del perimetro di rispetto stabilito, più precisamente le nuove edificazioni, le ristrutturazioni, gli ampliamenti degli edifici e dei manufatti già esistenti, ma anche le modifiche territoriali. In particolare devono essere analizzati i progetti di realizzazione o trasformazione riguardanti gli edifici principali, i manufatti (es. opere di cinta, muri di sostegno, pergole, segnaletica e cartellonistica, ecc.), gli edifici utilitari (es. depositi, garage, dépendance, ecc.), gli impianti tecnici (illuminazione pubblica e privata, pannelli solari, antenne, ecc.) e le modifiche del terreno (es. percorsi pedonali, posteggi, giardini, terrazzamenti, ecc.), comprese le costruzioni sotterranee (autosili, rifugi della protezione civile, ecc.).

Devono di conseguenza essere sottoposti all'UBC e alla CBC non solo gli interventi che secondo la Legge edilizia sono soggetti all'inoltro di una domanda di costruzione, ma anche le notifiche.

Parametri per una valutazione

UBC e CBC definiscono nelle grandi linee i parametri con cui vengono esaminati gli interventi compresi in un perimetro di rispetto. I parametri vengono definiti fondandosi su:

- le peculiarità architettoniche e materiali del bene protetto;
- la conformazione del territorio e del contesto in cui il bene culturale insiste;
- la destinazione d'uso degli edifici e delle superfici interessate;
- le potenzialità edificatorie e le indicazioni edilizie definite dagli strumenti pianificatori vigenti;
- la qualità architettonica e urbanistica dell'intervento previsto, ovviamente in correlazione all'impatto che essa ha sul bene protetto.

Indirizzi di intervento

Non è compito di UBC e CBC esplicitare nel dettaglio gli effetti generati dall'applicazione dei parametri che reggono la gestione delle trasformazioni edilizie e territoriali all'interno del perimetro di rispetto: è impossibile e scorretto determinare a priori specifiche e costringenti prescrizioni edilizie. Spetta invece al progettista tenere conto della presenza e della vicinanza di un bene protetto, degli obiettivi e dei parametri che reggono il perimetro di rispetto, e conseguentemente impostare i dettagli costruttivi, i rapporti volumetrici, le distanze, i materiali e i sistemi costruttivi, ecc. del suo progetto.

Si sottolinea inoltre che il progetto deve essere impostato non solamente in relazione alla conservazione della sostanza e delle caratteristiche dell'edificio su cui si interviene, ma anche e soprattutto riguardo al rapporto esistente tra l'edificio e il bene protetto. Un intervento può essere corretto per l'edificio, ma non per il monumento nelle sue vicinanze.

Nel caso di nuove edificazioni o in caso di demolizione totale e sostituzione degli edifici esistenti occorre valutare accuratamente l'ubicazione dei nuovi volumi, la loro articolazione nei confronti del

bene culturale protetto, oltre alla strutturazione formale delle facciate e dei tetti (colori, materiali, aperture ecc.). Ne consegue che gli indici edilizi già sfruttati non giustificano l'esclusione di un sedime dal perimetro di rispetto. I nuovi edifici devono essere riconoscibili come elementi contemporanei; è inoltre richiesta una buona qualità architettonica.

Anche le demolizioni senza ricostruzione (creazione di vuoti urbanistici) possono in alcuni casi ledere il bene protetto, nella misura in cui modificano la percezione spaziale, urbanistica e il legame storico tra il bene culturale e il suo contesto.

Annexe 3

Loi sur la protection des biens culturels (LBC)

**Loi
sur la protection des biens culturels
(du 13 mai 1997)**

**LE GRAND CONSEIL
DE LA RÉPUBLIQUE ET DU CANTON DU TESSIN**

- vu le message du 14 mars 1995 no. 4387 du Conseil d'État;
- vu le rapport du 11 avril 1997 no. 4387 R de la Commission de législation,

décrète:

**TITRE I
Dispositions générales**

Objet

Art. 1 La présente loi règle la protection et la mise en valeur des biens culturels et favorise leur connaissance et leur respect.

Définitions

a) les biens culturels

Art. 2 Les biens culturels sont les biens meubles ou immeubles qui, individuellement ou dans leur ensemble, présentent un intérêt pour la collectivité, en tant que témoignage de l'activité créatrice de l'homme dans toutes ses expressions.

b) Biens culturels protégés

Art. 3 ¹ Un bien culturel protégé est un bien culturel mis sous la protection conformément à la présente loi et à la législation sur l'aménagement du territoire.

² En particulier, les catégories de biens protégés sont les suivantes:

- a) les immeubles d'importance cantonale;
- b) les immeubles d'importance locale;
- c) les meubles appartenant à des particuliers ou à des institutions publiques;
- d) les meubles appartenant à des institutions culturelles reconnues.

c) les institutions culturelles reconnues

Art. 4 ¹ Les institutions culturelles reconnues en vertu de la présente loi sont les institutions publiques ou privées chargées de la conservation des biens culturels meubles.

² Pour qu'une institution culturelle soit reconnue, elle doit au moins garantir la conservation et l'utilisation de sa propre collection de biens culturels correctement catalogués.

³ Le règlement précise les autres conditions de la reconnaissance.

Responsabilité

Art. 5 ¹ Le Conseil d'Etat encourage et coordonne la protection active des biens culturels en l'organisant comme service public.

² Les propriétaires sont responsables de la protection des biens culturels qui leur appartiennent.

³ Les institutions publiques participent à la protection dans la mesure commandée par l'intérêt public.

TITRE II

Mesures d'encouragement

Information

Art. 6 ¹ Le Conseil d'Etat et le pouvoir exécutif communal favorisent la connaissance et le respect des biens culturels.

² Le Conseil d'Etat encourage l'échange d'informations avec l'Autorité ecclésiastique dans le domaine de la protection des biens culturels destinés au culte.

Consultation

Art. 7 ¹ Le Conseil d'Etat veille à ce que les propriétaires aient accès à l'information et au conseil.

² Il émet des recommandations aux propriétaires sur la manière correcte de protéger les biens culturels.

Contribution financière à la conservation

a) le principe

Art. 8 ¹ Le Canton participe aux frais d'entretien régulier, de conservation et de restauration des biens culturels protégés d'importance cantonale, après examen du projet et lorsque les travaux ne peuvent être financés par d'autres moyens.

² La Commune doit participer aux frais proportionnellement à sa capacité financière, à part si d'autres institutions locales contribuent ^[1].

³ Le Canton participe aux frais de conservation des biens culturels protégés d'importance locale dans des cas exceptionnels; notamment si, malgré les efforts du propriétaire et de la collectivité locale, une aide cantonale est indispensable pour sauvegarder l'œuvre.

b) Montant et forme

Art. 9 ¹ Le montant de l'aide financière est déterminé en fonction de la nature des travaux et tient compte notamment des éléments suivants:

- a) importance culturelle du bien;
- b) conséquence financière de la mesure de protection, conditions et charges;
- c) capacités financières du propriétaire;
- d) avantages que le propriétaire peut retirer des travaux;
- e) état de conservation et d'entretien du bien.

² L'aide financière, qui peut s'élever à un maximum de 50% des dépenses reconnues, est déterminée par décision ou par contrat administratif. Elle peut prendre les formes suivantes:

- a) subvention;
- b) garantie de l'État au financement privé de l'immeuble;
- c) octroi d'un prêt bonifié, exclusivement pour les institutions publiques.

c) Les conditions et les frais

Art. 10 En attribuant la subvention, le Conseil d'Etat peut imposer des conditions et des charges destinées notamment à garantir la protection, la mise en valeur et l'accessibilité au public du bien culturel protégé, selon les modalités fixées par le règlement.

d) Révocation et restitution

Art. 11 ¹ La subvention peut être supprimée, totalement ou partiellement, et n'est pas versée lorsque les travaux de conservation ou de restauration ne sont pas exécutés conformément aux prescriptions établies par le Conseil d'Etat.

² La subvention peut être révoquée, totalement ou partiellement, et doit être remboursée:

- a) si elle a été indûment obtenue sur la base d'informations inexacts;
- b) si les conditions ou les charges liées à l'aide financière n'ont pas été remplies;
- c) si le propriétaire vend son bien dans les 10 ans qui suivent le dépôt des décomptes finals et qu'il réalise un bénéfice. Dans ce cas, le montant de la restitution diminue chaque année de 10% de la contribution totale.

³ Les modalités de la restitution sont fixées par le règlement.

e) Obligation de restitution des subventions et hypothèque légale ^[2]

Art. 12 ¹ L'obligation de restitution des subventions selon l'art. 11 est, en ce qui concerne les immeubles, mentionnée au registre foncier pendant toute la durée de sa validité en tant que restriction au droit public à la propriété ^[3].

² L'obligation de restitution est également garantie par une hypothèque légale, qui nécessite d'une inscription au registre foncier pour être valide ^[4].

Art. 13... ^[5]

Législation des subventions

Art. 14 Les dispositions du chapitre III de la loi cantonale sur les subventions du 22 juin 1994 sont applicables pour tout le reste.

TITRE III Mesures de protection CHAPITRE 1 Protection préventive

Obligations d'information et suspension des travaux

Art. 15 ¹ Quiconque découvre un bien culturel digne de protection doit en informer immédiatement le pouvoir exécutif communal ou le Conseil d'Etat.

² Si la découverte a lieu pendant l'exécution de travaux de construction, ces derniers doivent être immédiatement suspendus.

³ Toute personne qui constate qu'un bien culturel protégé ou digne de l'être est exposé à un risque de manipulation, d'altération, de destruction, de vol ou autre, doit le signaler immédiatement au pouvoir exécutif communal ou au Conseil d'Etat.

Inspection

Art. 16 Tout détenteur d'un bien culturel protégé ou digne de protection doit permettre son examen par les autorités compétentes et fournir toute information utile pour décider d'éventuelles mesures de protection.

Mesures provisoires

a) Conditions

Art. 17 ¹ Si un bien culturel protégé ou digne de protection est menacé de dégradation, de modification, de destruction, de vol ou autres, le Conseil d'Etat doit ordonner sans délai les mesures provisoires nécessaires.

² Il est de la compétence du pouvoir exécutif communal que d'ordonner des mesures provisoires limitées aux biens protégés d'importance locale.

³ Selon les cas, en particulier, il peut être ordonné:

- a) l'interdiction de modifier ou de détruire le bien culturel, même s'il fait l'objet d'un permis de construire (suspension des travaux);
- b) l'exécution d'enquêtes et de mesures;
- c) l'ordre d'effectuer des travaux de consolidation ou d'entretien;
- d) la restriction du pouvoir de disposition, sous peine d'annulation de l'acte de disposition;
- e) la saisie du bien culturel.

b) Validation

Art. 18 ¹ Une mesure provisoire visant à écarter les dangers auxquels est exposé un bien non encore protégé est valable pendant six mois. Si l'autorité entame la procédure de mise sous protection pendant ce délai, la mesure reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision relative à la mesure de protection.

² Lorsque la mesure concerne un immeuble, le Conseil d'Etat entame la procédure prévue à l'art. 105 de la loi cantonale d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, si la Commune qui doit l'appliquer reste inactive.

CHAPITRE 2

Mise sous protection et effets

Conditions générales

Art. 19 ¹ La mise sous protection implique que l'intérêt public, cantonal ou local, à la conservation et à la mise en valeur de l'objet en tant que témoignage culturel prévaut sur les autres intérêts.

² Les biens culturels meubles appartenant à des particuliers ne sont soumis à la protection que s'ils présentent une importance culturelle exceptionnelle, compte tenu également du lien entre l'objet et la culture tessinoise; le propriétaire peut demander la protection ^[6].

Procédure

a) Immeubles

Art. 20 ¹ La décision de protéger les biens culturels immeubles est prise, après consultation de la Commission des biens culturels, dans le cadre de l'adoption des plans d'aménagement communaux ou des plans d'aménagement cantonaux.

² Le législateur communal décide des biens d'importance locale à protéger et, le cas échéant, délimite le périmètre de protection (art. 22, al. 2).

³ Le Conseil d'Etat décide, lors de l'approbation du plan d'aménagement, des biens à protéger en tant que biens culturels d'importance cantonale.

⁴ L'assujettissement à cette loi doit être mentionnée dans le registre foncier par le pouvoir exécutif communal.

b) Meubles

Art. 21 ¹ Les biens culturels meubles appartenant à des institutions culturelles reconnues sont protégés par la loi.

² Les biens qui n'appartiennent pas à ces institutions sont protégés par une décision du Conseil d'Etat, après avis de la Commission des biens culturels, selon les conditions prévues à l'art. 19.

Etendue

Art. 22 ¹ Sauf disposition contraire, la protection d'un bien culturel s'étend au bien dans son ensemble, avec toutes ses parties et structures internes et externes.

² Si les circonstances l'exigent, un périmètre de protection doit être établi à proximité du bien protégé, à l'intérieur duquel aucune action ne peut être entreprise qui pourrait compromettre la conservation ou la mise en valeur du bien protégé.

Conservation

Art. 23 Le propriétaire d'un bien culturel protégé est tenu de le conserver dans sa substance, en assurant son entretien régulier.

Interventions sur les biens protégés

a) Les biens meubles et immeubles d'importance cantonale

Art. 24 ¹ Toute intervention susceptible de modifier l'aspect ou la substance d'un bien protégé ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation et selon les indications du Conseil d'Etat.

² Avant d'établir un projet d'intervention détaillé, le propriétaire est tenu de consulter la Commission des biens culturels.

³ Les interventions sur les biens meubles appartenant à des institutions culturelles reconnues ne sont pas soumises à autorisation.

b) Biens immeubles d'importance locale

Art. 25 ¹ Le propriétaire d'un bien protégé d'importance locale est tenu de soumettre tout projet de restauration au Conseil d'Etat, qui se prononce dans un délai de 30 jours à compter de la réception des documents, l'expiration infructueuse de ce délai valant comme approbation.

² La consultation préliminaire de la Commission est facultative. Elle peut être demandée soit par le propriétaire, soit par le pouvoir exécutif communal concerné.

Aliénation

a) en général

Art. 26 ¹ Le propriétaire est tenu de notifier immédiatement et par écrit au Conseil d'Etat et au pouvoir exécutif communal du domicile du vendeur (aliénant) l'aliénation du bien protégé, en indiquant les coordonnées du nouveau propriétaire et le motif de l'aliénation.

² Si le changement de propriété est stipulé par acte public, l'obligation incombe au notaire.

³ Pour les biens destinés au culte fait foi l'art. 10 de la loi sur la liberté de l'Eglise catholique et l'administration des biens ecclésiastiques.

b) de biens meubles appartenant à des institutions publiques

Art. 27 ¹ L'aliénation des biens meubles protégés appartenant à des institutions publiques est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Etat, qui statue après avoir entendu le préavis de la Commission des biens culturels.

² Les éléments suivants sont considérés comme des motifs de refus:

- a) la rupture d'éventuels liens étroits idéaux ou matériels entre le bien protégé et son contexte;
- b) l'absence de garanties suffisantes pour la conservation;
- c) toute autre raison qui permet de présumer que l'aliénation risque de compromettre la protection du bien.

³ L'autorisation peut être assortie de conditions ou de charges.

⁴ L'aliénation non autorisée est nulle.

Changements dans la localisation des biens meubles

a) dans le Canton

Art. 28 ¹ Tout changement de localisation d'un bien protégé à l'intérieur des limites du Canton doit être notifié immédiatement par écrit au Conseil d'Etat.

² Les institutions culturelles reconnues sont exemptées de cette obligation.

b) en dehors du Canton

Art. 29 ¹ L'exportation d'un objet protégé hors du Canton est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Etat, qui décide après consultation de la Commission des biens culturels.

² L'autorisation d'exportation temporaire peut être refusée si les garanties que l'objet reviendra intact dans le Canton sont insuffisantes.

³ Les institutions culturelles reconnues sont autorisées par la loi à exporter de manière temporaire.

CHAPITRE 3

Acquisition de biens culturels par des institutions publiques

Achat

Art. 30 Le Canton et la Commune ont le droit d'acquérir des biens culturels protégés ou dignes de protection.

Droit de préemption sur les meubles protégés

Art. 31 ¹ Le Canton et la Commune ont un droit de préemption sur tout bien culturel meuble protégé.

² Le droit peut être cédé à d'autres institutions publiques ou culturelles reconnues.

³ Le délai pour exercer le droit de préemption est de trois mois à compter du jour de la notification de la vente selon l'art. 26, mais il expire au plus tard deux ans après la vente.

Expropriation de biens protégés

Art. 32 ¹ La Commune et le Canton ont le droit d'exproprier les immeubles protégés qui ont une importance culturelle exceptionnelle pour la collectivité, afin d'assurer leur protection ou leur affectation à un but d'intérêt public.

² Ils peuvent également recourir à l'expropriation de parcelles soit pour assurer l'utilisation adéquate des terrains adjacents à un immeuble protégé, soit pour assurer la construction d'abris destinés à la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

³ Le droit d'expropriation de la Commune prime sur celui du Canton.

⁴ La procédure est régie par la loi cantonale sur l'expropriation.

Dépôt légal des imprimés

Art. 33 ¹ Pour tout imprimé destiné au public produit par un imprimeur, un éditeur ou un auteur ayant son siège ou son domicile dans le Canton, deux exemplaires doivent être remis gratuitement aux institutions cantonales compétentes, sous réserve toutefois du droit à une indemnité si le coût des exemplaires dépasse le montant fixé par le règlement.

² L'obligation incombe à l'imprimeur, à l'éditeur et à l'auteur, selon un ordre décroissant de priorité.

³ Le règlement définit l'étendue de l'obligation, et peut l'étendre aux reproductions d'images et de sons.

CHAPITRE 4

Protection spéciale des biens archéologiques

Principes

Art. 34 ¹ Le Canton a la responsabilité et la compétence exclusive en matière de fouilles archéologiques.

² Il est interdit aux tiers d'effectuer des fouilles archéologiques, sous réserve de l'art. 36.

³ Les fouilles archéologiques comprennent la prospection, les fouilles préventives et d'urgence, les fouilles scientifiques, les sondages et les recherches à l'aide d'appareils de détection.

Fouilles préventives et d'urgence

Art. 35 Le Canton a le droit de procéder à des fouilles préventives et d'urgence lorsqu'il y a lieu de supposer que des biens culturels sont présents dans le sous-sol et qu'ils peuvent être endommagés ou détruits à la suite de travaux ou par d'autres circonstances.

Concession d'excavation

a) exigences

Art. 36 ¹ Si des intérêts archéologiques importants l'exigent, le Canton peut accorder des concessions à des tiers pour une durée limitée et dans un site délimité.

² La concession présuppose que:

- a) le candidat possède les qualifications et les compétences professionnelles;
- b) le candidat est en mesure de garantir le financement de l'ouvrage pendant toute la durée de la concession;
- c) le programme des fouilles a été approuvé.

³ La demande de concession doit être justifiée et accompagnée de documents prouvant que les conditions préalables énoncées à l'alinéa 2 sont remplies.

b) compétences

Art. 37 ¹ La compétence de délivrer les concessions de fouilles et d'en fixer les conditions appartient au Conseil d'Etat, après avoir entendu la Commission des biens culturels.

² Le Conseil d'Etat exerce la supervision et le droit d'accès au site.

³ Le Canton est propriétaire de la documentation des fouilles, ainsi que du droit de publier les résultats.

Propriété des trouvailles et accès et occupation des terrains

Art. 38 ¹ Les objets archéologiques constituant des biens meubles découverts fortuitement ou à la suite de recherches appartiennent au Canton.

² Le propriétaire de la parcelle et ceux des terrains avoisinants doivent accorder l'accès et l'occupation temporaire du terrain, dans la mesure où cela est nécessaire pour les fouilles archéologiques.

Compensation et indemnité équitable

Art. 39 ¹ Le droit à l'indemnité due au découvreur et au propriétaire du terrain est réglé par l'art. 724 al. 3 du Code civil.

² Les dégâts matériels causés par le fouilles au propriétaire du terrain et à ceux des terrains adjacents doivent être indemnisés. D'autres dommages doivent être indemnisés, en cas d'expropriation matérielle ou si les fouilles n'étaient pas prévisibles.

³ A défaut d'entente, la compensation et l'indemnité seront déterminées par le Tribunal d'expropriation, selon les modalités du titre IV de la loi sur l'expropriation.

CHAPITRE 5

Protection en cas de conflit armé ou de catastrophe ^[7]

Obligation des propriétaires et des possesseurs

Art. 40 ^[8] Les propriétaires et possesseurs de biens culturels au sens de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé ou de catastrophe ont le devoir de prendre et de permettre les mesures de protection prévues par les dispositions fédérales.

Devoirs du Canton

Art. 41 Dans le cadre de la protection des biens culturels en cas de conflit armé ou de catastrophe, le Conseil d'Etat: ^[9]

- a) désigne le département chargé de prendre les mesures prévues par la loi et l'ordonnance fédérales;
- b) fait établir l'inventaire des biens culturels à protéger;
- c) fait préparer des abris pour les biens culturels appartenant ou confiés à l'État et finance la construction d'abris pour les autres biens culturels inventoriés;
- d) subventionne les mesures de protection prises par les Communes et les particuliers dans les mêmes pourcentages que ceux établis par la loi fédérale;
- e) informe la Confédération à l'avance des demandes de subvention;
- f) fait en sorte que la protection des biens culturels soit organisée dans le cadre de la protection civile et en collaboration avec les Communes, et supervise la formation du personnel affecté à cette tâche;
- g) fait en sorte que la documentation de sécurité des biens inventoriés soient enregistrés sur microfilm ou sur d'autres supports.

TITRE IV

Dispositions organisationnelles

CHAPITRE 1

Inventaire

Principes

Art. 42 ^[10] Le Conseil d'Etat établit et tient à jour l'inventaire des biens culturels protégés, en distinguant ceux qui présentent une importance cantonale et locale et ceux qui doivent être protégés en cas de conflit armé ou de catastrophe.

Forme et contenu

Art. 43 ¹ L'inventaire comprend des fiches de renseignements pour chaque bien culturel protégé.

² L'accès aux données administratives présume un intérêt légitime, tandis que les autres données sont à disposition du public.

CHAPITRE 2

Compétences et organisation

Conseil d'État

Art. 44 ¹ Le Conseil d'Etat contrôle la protection des biens culturels.

² Il fixe les modalités de coopération entre les différents services départementaux chargés de la protection des biens culturels.

Commission des biens culturels

Art. 45 ¹ La Commission des biens culturels se compose d'un président, d'un vice-président et de cinq à neuf autres membres nommés par le Conseil d'Etat.

² Les secteurs concernés par la protection des biens culturels sont représentés de manière paritaire au sein de la Commission; celle-ci peut faire appel à des experts externes.

³ Outre l'émission d'avis dans les cas prévus par la loi, la Commission vérifie l'application de la loi et propose aux autorités compétentes, de sa propre initiative ou à leur demande, les mesures à prendre pour améliorer la protection et la mise en valeur des biens culturels.

Communes

Art. 46 Les pouvoirs exécutifs communaux, outre les compétences établies par la loi et le règlement, exercent la vigilance sur les biens culturels protégés ou dignes de protection dans les limites des compétences communales et signalent au Conseil d'Etat tout fait ou situation susceptible de mettre en péril un bien culturel.

Institutions culturelles reconnues

Art. 47 Les institutions culturelles reconnues collaborent avec le Canton et les Communes à la protection des biens culturels.

TITRE V

Inobservation de la loi et voies de droit

Application de la loi

Art. 48 ¹ Si le propriétaire d'un bien culturel protégé, bien qu'il en soit prié, ne s'acquitte pas d'une obligation imposée par la présente loi, le Conseil d'Etat, ou le pouvoir exécutif communal s'il s'agit d'un bien d'importance locale, ordonne l'exécution des mesures appropriées aux frais du propriétaire par un service cantonal ou par un tiers.

² Le remboursement des frais avancés par le Canton ou la Commune est garanti, dans le cas d'un bien immeuble, par une hypothèque légale selon l'art. 836 du Code civil suisse, qui peut être inscrite au registre foncier.

Dispositions pénales

Art. 49 ^[12] ¹ Quiconque intentionnellement:

a) contrevient à l'obligation de suspendre immédiatement les travaux et ne fait pas de déclaration conformément à l'art. 15, al. 2;

b) contrevient à une mesure provisoire;

c) modifie ou exporte un bien culturel protégé sans autorisation;

d) ne procède pas à la notification selon l'art. 26;

e) vend sans autorisation un bien meuble protégé appartenant à une institution publique;

f) effectue des fouilles archéologiques sans licence,

sera puni d'une amende jusqu'à Fr. 50'000.-; la Loi sur la procédure des contraventions du 20 avril 2010 est applicable ^[13].

² Si l'infraction entraîne la perte ou la détérioration irréparable d'un bien culturel protégé, l'auteur est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une amende de 360 jours-amende au plus, conformément aux art. 34 à 46 du Code pénal suisse; pour la prescription doit être appliqué par analogie le Code pénal suisse, pour la procédure le Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 ^[14].

³ ...

⁴ Les art. 26 à 28 de la Loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé restent réservés.

Confiscation

Art. 50 ^[15] Les objets et les biens constituant le produit ou le profit d'une infraction punie par l'art. 49 seront soumis à confiscation, par analogie aux dispositions de l'art. 69 du Code pénal suisse.

Appels

Art. 51 ¹ Les décisions du pouvoir exécutif communal peuvent faire l'objet d'un recours du Conseil d'Etat.

² Les décisions du Conseil d'Etat peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif cantonal.

³ Les recours contre les décisions prises dans les procédures d'aménagement du territoire sont soumis aux voies de recours et à la légitimité prévues par la Loi cantonale d'application de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

TITRE VI

Règlements transitoires et définitifs

Procédures en cours

Art. 52 Les procédures en cours avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent régies par l'ancien droit.

Pouvoirs exécutifs communaux ^[16]

Art. 53 ^[17] Les Communes collaborent avec le Canton dans la tâche de mise à jour de la protection des biens culturels immeubles; à la demande du Conseil d'Etat, elles doivent promouvoir les procédures de variante ou de révision du plan d'aménagement des biens immeubles d'importance cantonale.

Protection des biens culturels ^[18]

Art. 54 ^[19] Les mises sous protection des biens culturels et les zones de protection établies par des décrets exécutifs du Conseil d'Etat, en application de l'ancienne loi pour la protection des monuments historiques et artistiques, restent en vigueur jusqu'à leur abrogation formelle ou leur mise à jour conformément aux dispositions de la présente loi.

Entrée en vigueur

Art. 55 ¹ A l'expiration du délai d'exercice du droit de référendum, la présente loi et son annexe d'abrogation et de modification des lois et règlements sont publiées dans le Bulletin officiel des lois et des actes exécutifs du Canton du Tessin.

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur ^[20], sous réserve de l'approbation de la Confédération ^[21] pour la validité des art. 12 al. 1 et 20 al. 4.

Publiée dans le BU 1997, 489.

- [1] Cpv. modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [2] Note en marge modifiée par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [3] Cpv. modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [4] Cpv. modifié par la L 27.6.2012; en vigueur depuis le 1.1.2012 - BU 2012, 475.
- [5] Art. abrogé par le DL 4.11.2013; en vigueur depuis le 1.2.2014 - BU 2014, 15; modification précédente: BU 2006, 515.
- [6] Cpv. modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [7] Titre modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [8] Art. modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [9] Phrase modifiée par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [10] Art. modifié par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [11] Cpv. Abrogé par la L 16.10.2006; en vigueur depuis le 15.12.2006 - BU 2006, 515.
- [12] Art. modifié par la L 27.11.2006; en vigueur depuis le 1.1.2007 - BU 2007, 20.
- [13] Cpv. modifié par la L 20.4.2010; en vigueur depuis le 1.1.2011 - BU 2010, 261.
- [14] Cpv. modifié par la L 20.4.2010; en vigueur depuis le 1.1.2011 - BU 2010, 259.
- [15] Art. modifié par la L 27.11.2006; en vigueur depuis le 1.1.2007 - BU 2007, 20.
- [16] Note en marge modifiée par la L 27.1.2009; en vigueur depuis le 20.3.2009 - BU 2009, 160.
- [17] Art. modifié par la L 27.1.2009; en vigueur depuis le 20.3.2009 - BU 2009, 160.
- [18] Note en marge modifiée par la L 27.1.2009; en vigueur depuis le 20.3.2009 - BU 2009, 160.
- [19] Art. modifié par la L 27.1.2009; en vigueur depuis le 20.3.2009 - BU 2009, 160.
- [20] Entrée en vigueur: 1^o novembre 1997 - BU 1997, 498.
- [21] Approbation fédérale: 13 octobre 1997.

Legge
sulla protezione dei beni culturali
 (del 13 maggio 1997)

IL GRAN CONSIGLIO
 DELLA REPUBBLICA E CANTONE DEL TICINO

- visto il messaggio 14 marzo 1995 no. 4387 del Consiglio di Stato;
- visto il rapporto 11 aprile 1997 no. 4387 R della Commissione della legislazione,

decreta:

TITOLO I
Disposizioni generali

Scopo

Art. 1 Questa legge regola la protezione e la valorizzazione dei beni culturali e ne promuove la conoscenza ed il rispetto.

Definizioni

a) bene culturale

Art. 2 Sono beni culturali i beni mobili e gli immobili che singolarmente o nel loro insieme rivestono interesse per la collettività, in quanto testimonianze dell'attività creativa dell'uomo in tutte le sue espressioni.

b) bene culturale protetto

Art. 3 ¹Bene culturale protetto è ogni bene culturale sottoposto a protezione in applicazione di questa legge e della legislazione sulla pianificazione del territorio.

²In particolare sono categorie di beni protetti:

- a) gli immobili d'interesse cantonale;
- b) gli immobili d'interesse locale;
- c) i mobili appartenenti a privati o a enti pubblici;
- d) i mobili appartenenti ad istituzioni culturali riconosciute.

c) istituzioni culturali riconosciute

Art. 4 ¹Sono istituzioni culturali riconosciute ai sensi di questa legge le istituzioni pubbliche o private preposte alla conservazione di beni culturali mobili.

²Un'istituzione culturale per essere riconosciuta deve garantire almeno la conservazione e la fruibilità di una propria raccolta di beni culturali adeguatamente catalogata.

³Il regolamento precisa le ulteriori modalità e condizioni di riconoscimento.

Responsabilità

Art. 5 ¹Il Consiglio di Stato promuove e coordina la protezione attiva dei beni culturali organizzandola quale servizio pubblico.

²I proprietari sono responsabili della tutela dei beni culturali di loro appartenenza.

³Gli enti pubblici partecipano alla tutela nella misura richiesta dall'interesse pubblico.

TITOLO II
Misure di promozione

Informazione

Art. 6 ¹Il Consiglio di Stato e il Municipio promuovono la conoscenza ed il rispetto dei beni culturali.

²Il Consiglio di Stato favorisce lo scambio di informazioni con l'Autorità ecclesiastica nel campo della protezione dei beni culturali destinati al culto.

Consulenza

Art. 7 ¹Il Consiglio di Stato provvede affinché i proprietari possano accedere a informazioni e consulenze.

²Esso emana raccomandazioni ai proprietari sulle corrette modalità di protezione dei beni culturali.

Contributo finanziario alla conservazione

a) principio

Art. 8 ¹Il Cantone partecipa ai costi di manutenzione regolare, di conservazione e di restauro dei beni culturali protetti di interesse cantonale, previo esame del progetto di intervento e quando i lavori non possano essere finanziati con altri mezzi.

²Il Comune è tenuto a partecipare alle spese in misura proporzionata alle sue capacità finanziarie, salvo che non vi provvedano altri enti locali.¹

³Il Cantone partecipa alle spese di conservazione di beni culturali protetti di interesse locale in casi eccezionali; segnatamente se, nonostante gli sforzi del proprietario e della collettività locale, l'aiuto cantonale fosse indispensabile a salvaguardare l'opera.

b) importo e forma

Art. 9 ¹Il contributo è determinato in funzione della natura dei lavori e tenendo conto in particolare di questi elementi:

- a) importanza culturale del bene;
- b) incidenza economica della misura di protezione o di eventuali condizioni ed oneri;
- c) situazione economica del proprietario;
- d) vantaggi conseguibili dal proprietario a seguito dei lavori;
- e) stato di conservazione e di manutenzione del bene.

²Il contributo, che può ammontare al massimo al 50% della spesa riconosciuta, è stabilito mediante decisione o con contratto amministrativo. Esso può assumere queste forme:

- a) sussidio;
- b) garanzia statale al finanziamento privato di beni immobili;
- c) concessione di un prestito agevolato, limitatamente agli enti pubblici.

c) condizioni e oneri

Art. 10 Nell'assegnare il contributo, il Consiglio di Stato può imporre condizioni ed oneri destinati, in particolare, a garantire la protezione, la valorizzazione e la fruizione pubblica del bene culturale protetto, secondo le modalità stabilite dal regolamento.

d) revoca e restituzione

Art. 11 ¹Il contributo può essere revocato, in tutto od in parte, e non viene erogato nella misura in cui i lavori di conservazione o di restauro non siano eseguiti in conformità alle prescrizioni stabilite dal Consiglio di Stato.

²Il contributo può essere revocato, in tutto od in parte, ed è soggetto a restituzione:

- a) se è stato conseguito indebitamente sulla scorta di informazioni errate;
- b) se le condizioni o gli oneri connessi al contributo non sono stati adempiuti;
- c) se il proprietario vende il bene nei dieci anni successivi all'approvazione del consuntivo, realizzando un utile. In questo caso l'importo da restituire decresce ogni anno del 10% del contributo totale.

³Le modalità di restituzione sono fissate nel regolamento.

e) obbligo restituzione contributi

e ipoteca legale²

Art. 12 ¹L'obbligo di restituzione dei contributi di cui all'art. 11, ove trattasi di beni immobili, viene menzionato a Registro fondiario per tutta la durata della sua validità e quale limitazione di diritto pubblico della proprietà.³

²Lo stesso è inoltre garantito da ipoteca legale, che richiede per la sua validità l'iscrizione nel registro fondiario.⁴

Art. 13 ...⁵

¹ Cpv. modificato dalla L 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

² Nota marginale modificata dalla L 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

³ Cpv. modificato dalla L 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

⁴ Cpv. modificato dalla L 27.6.2012; in vigore dal 1.1.2012 - BU 2012, 475.

⁵ Art. abrogato dal DL 4.11.2013; in vigore dal 1.2.2014 - BU 2014, 15; precedente modifica: BU 2006, 515.

Diritto sussidiario

Art. 14 Per il resto sono applicabili le disposizioni di cui al capo III della legge sui sussidi cantonali, del 22 giugno 1994.

TITOLO III
Misure di protezione
 CAPITOLO 1
Protezione preventiva

Obblighi di informazione e sospensione lavori

Art. 15 ¹Chiunque scopra un bene culturale degno di protezione è obbligato ad informare immediatamente il Municipio o il Consiglio di Stato.

²Se la scoperta avviene durante l'esecuzione di opere di costruzione, i lavori devono essere immediatamente sospesi.

³Chiunque si avveda che un bene culturale protetto o degno di protezione è esposto al rischio di manomissione, alterazione, distruzione, trafugamento o simili, è tenuto a segnalarlo immediatamente al Municipio o al Consiglio di Stato.

Ispezione

Art. 16 Ogni detentore di un bene culturale protetto o degno di protezione è tenuto a consentirne l'esame da parte delle autorità competenti e a fornire le informazioni utili ai fini delle decisioni sulle eventuali misure di protezione.

Misure provvisionali**a) condizioni**

Art. 17 ¹Se un bene culturale protetto o degno di protezione è esposto al rischio di manomissione, alterazione, distruzione, trafugamento o simili, il Consiglio di Stato deve ordinare senza indugi le misure provvisionali necessarie.

²Il Municipio è competente a ordinare misure provvisionali limitatamente ai beni protetti di interesse locale.

³A seconda dei casi possono essere ordinati in particolare:

- a) il divieto di modificare o di distruggere il bene culturale, anche se oggetto di una licenza di costruzione (sospensione dei lavori);
- b) l'esecuzione di sondaggi e rilievi;
- c) l'ordine di eseguire lavori di consolidamento o di manutenzione;
- d) la limitazione della facoltà di disporre, pena la nullità dell'atto di disposizione;
- e) il sequestro conservativo del bene culturale.

b) convalida

Art. 18 ¹La misura provvisoria volta a scongiurare i pericoli a cui è esposto un bene non ancora protetto esplica i suoi effetti per la durata di sei mesi. Se entro questo termine l'autorità promuove la procedura di istituzione della protezione, la misura resta in vigore finché la relativa decisione sia passata in giudicato.

²Ove la misura riguardi un bene immobile, il Consiglio di Stato promuove la procedura di cui all'art. 105 della legge cantonale di applicazione della legge federale sulla pianificazione del territorio, se il Comune, sollecitato ad avviarla, resta inattivo.

CAPITOLO 2
Istituzione ed effetti della protezione

Condizioni generali

Art. 19 ¹L'istituzione della protezione presuppone che l'interesse pubblico, cantonale o locale, alla conservazione ed alla valorizzazione dell'oggetto in quanto testimonianza culturale, prevalga rispetto ad altri interessi.

²Beni mobili appartenenti a privati sono assoggettati a protezione solo se hanno un'importanza culturale eccezionale, tenendo conto anche del legame tra l'oggetto e la cultura ticinese; il proprietario può richiederne la protezione.⁶

Procedura

⁶ Cpv. modificato dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

a) immobili

Art. 20 1La decisione di proteggere i beni culturali immobili è presa, sentito il preavviso della Commissione dei beni culturali, nell'ambito dell'adozione dei piani regolatori comunali o dei piani di utilizzazione cantonali.

2Il Legislativo comunale decide quali immobili di interesse locale proteggere e delimita, se del caso, il perimetro di rispetto (art. 22 cpv. 2).

3Il Consiglio di Stato decide in sede d'approvazione del piano regolatore quali immobili siano da proteggere in quanto beni culturali d'interesse cantonale.

4L'assoggettamento alla presente legge è da menzionare a registro fondiario a cura del Municipio.

b) mobili

Art. 21 1I beni culturali mobili, appartenenti a istituzioni culturali riconosciute, sono protetti per legge.

2I beni non appartenenti a tali istituzioni sono protetti mediante decisione presa dal Consiglio di Stato, sentito il preavviso della Commissione dei beni culturali, alle condizioni stabilite dall'art. 19.

Estensione

Art. 22 1Salvo disposizione contraria, la protezione di un bene culturale si estende all'oggetto nel suo insieme, in tutte le sue parti e strutture interne ed esterne.

2Se le circostanze lo esigono, nelle adiacenze del bene protetto è da delimitare un perimetro di rispetto entro il quale non sono ammessi interventi suscettibili di compromettere la conservazione o la valorizzazione del bene protetto.

Conservazione

Art. 23 Il proprietario di un bene culturale protetto ha l'obbligo di conservarlo nella sua sostanza, provvedendo alla manutenzione regolare.

Interventi su beni protetti

a) beni mobili e immobili di interesse cantonale

Art. 24 1Qualunque intervento suscettibile di modificare l'aspetto o la sostanza di un bene protetto, può essere eseguito solo con l'autorizzazione ed in conformità alle indicazioni del Consiglio di Stato.

2Prima di elaborare un progetto dettagliato di intervento, il proprietario è tenuto a consultare la Commissione dei beni culturali.

3Non sono soggetti ad autorizzazione gli interventi su beni mobili appartenenti alle istituzioni culturali riconosciute.

b) beni immobili di interesse locale

Art. 25 1Il proprietario di un bene protetto di interesse locale ha l'obbligo di sottoporre ogni progetto di restauro al Consiglio di Stato, il quale si pronuncia entro 30 giorni dalla ricezione degli atti, ritenuto che la decorrenza infruttuosa di questo termine vale quale approvazione.

2La consultazione preliminare della Commissione è facoltativa. Può essere richiesta sia dal proprietario che dal Municipio interessato.

Alienazioni

a) in generale

Art. 26 1Il proprietario ha l'obbligo di notificare immediatamente ed in forma scritta al Consiglio di Stato e al Municipio del domicilio dell'alienante l'alienazione del bene protetto, indicando le generalità del nuovo proprietario e la causa dell'alienazione.

2Se la mutazione di proprietà è stipulata con atto pubblico, l'obbligo incombe al notaio.

3Per i beni destinati al culto, resta riservato l'art. 10 della legge sulla libertà della Chiesa cattolica e sull'Amministrazione dei beni ecclesiastici.

b) di beni mobili appartenenti ad enti pubblici

Art. 27 1L'alienazione di beni mobili protetti, appartenenti ad enti pubblici, richiede l'autorizzazione preventiva del Consiglio di Stato, il quale decide sentito il preavviso della Commissione dei beni culturali.

2Valgono quali motivi di diniego:

- a) la rottura di eventuali stretti legami ideali o materiali tra il bene protetto ed il suo contesto;
- b) il venir meno di sufficienti garanzie di conservazione;

c) ogni altro motivo che lasci presumere che l'alienazione possa pregiudicare la protezione del bene.

³L'autorizzazione può essere abbinata ad oneri o condizioni.

⁴L'alienazione fatta senza autorizzazione è nulla.

Cambiamenti di ubicazioni di beni mobili

a) nel Cantone

Art. 28 ¹Ogni cambiamento di ubicazione del bene protetto entro i confini cantonali è da notificare immediatamente in forma scritta al Consiglio di Stato.

²Le istituzioni culturali riconosciute sono esonerate da quest'obbligo.

b) fuori Cantone

Art. 29 ¹L'esportazione di un bene protetto fuori dal Cantone è soggetta all'autorizzazione preventiva del Consiglio di Stato, il quale decide sentito il preavviso della Commissione dei beni culturali.

²L'autorizzazione all'esportazione temporanea può essere negata quando non siano presentate sufficienti garanzie che l'oggetto ritorni integro nel Cantone.

³Le istituzioni culturali riconosciute sono per legge autorizzate all'esportazione temporanea.

CAPITOLO 3

Acquisto di beni culturali da parte di enti pubblici

Compravendita

Art. 30 Il Cantone ed il Comune hanno la facoltà di acquistare beni culturali protetti o degni di protezione.

Diritto di prelazione su beni mobili protetti

Art. 31 ¹Il Cantone ed il comune hanno il diritto di prelazione su ogni bene culturale mobile protetto.

²Il diritto è cedibile ad altri enti pubblici o ad istituzioni culturali riconosciute.

³Il termine per esercitare il diritto di prelazione è di tre mesi a decorrere dalla notifica della vendita di cui all'art. 26, ma scade al più tardi dopo due anni dalla vendita.

Espropriazione di beni immobili protetti

Art. 32 ¹Il Comune ed il Cantone hanno il diritto di espropriare immobili protetti di eccezionale importanza culturale per la collettività al fine di garantirne la protezione o per destinarli a scopi d'interesse pubblico.

²Essi possono inoltre ricorrere all'espropriazione di fondi sia per assicurare l'utilizzazione ordinata del territorio adiacente ad un bene immobile protetto, sia per garantire la costruzione di rifugi destinati alla protezione di beni culturali in caso di conflitto armato.

³Il diritto di espropriazione del Comune è prioritario rispetto a quello del Cantone.

⁴La procedura è regolata dalla legge cantonale di espropriazione.

Deposito legale degli stampati

Art. 33 ¹Di ogni stampato destinato al pubblico prodotto da tipografia, editore o autore con sede o domicilio nel Cantone, devono essere consegnati agli istituti cantonali competenti due esemplari gratuiti, riservato tuttavia il diritto ad un indennizzo se il costo delle copie supera l'importo stabilito dal regolamento.

²L'obbligo incombe, in ordine di priorità decrescente, al tipografo, all'editore e all'autore.

³Il regolamento definisce l'ampiezza dell'obbligo, con facoltà di estenderlo alle riproduzioni di immagini e suoni.

CAPITOLO 4

Protezione speciale dei beni archeologici

Principi

Art. 34 ¹Il Cantone ha la responsabilità e la competenza esclusiva sugli scavi archeologici.

²E' vietato a terzi eseguire scavi archeologici, riservato l'art. 36.

³Con scavi archeologici si intendono prospezioni, scavi preventivi e d'emergenza, scavi scientifici ordinari, sondaggi e ricerche con apparecchi di rilevamento.

Scavi preventivi e d'emergenza

Art. 35 Il Cantone ha il diritto di eseguire scavi preventivi e d'emergenza quando vi è motivo di supporre che beni culturali siano presenti nel sottosuolo e possano essere danneggiati o distrutti a seguito di lavori o per altre circostanze.

Concessione di scavo

a) requisiti

Art. 36 ¹Se importanti interessi archeologici lo esigono, il Cantone può accordare a terzi concessioni per tempo limitato ed in sito delimitato.

²La concessione presuppone che:

- a) il richiedente abbia i titoli e le capacità professionali;
- b) il richiedente sia in grado di garantire il finanziamento dei lavori per tutta la durata della concessione;
- c) il programma di scavo sia stato approvato.

³La domanda di concessione deve essere motivata e corredata dai documenti comprovanti l'adempimento dei presupposti di cui al cpv. 2.

b) competenze

Art. 37 ¹La competenza per rilasciare concessioni di scavo e per determinarne le condizioni spetta al Consiglio di Stato, sentito il preavviso della Commissione dei beni culturali.

²Il Consiglio di Stato esercita la sorveglianza ed il diritto di accesso al cantiere.

³Al Cantone spetta la proprietà sulla documentazione di scavo, nonché la facoltà di pubblicare i relativi risultati.

Proprietà dei reperti ed accesso

e occupazione dei terreni

Art. 38 ¹I reperti archeologici costituenti beni mobili scoperti per caso o a seguito di ricerca sono di proprietà del Cantone.

²Il proprietario del fondo e quelli dei terreni adiacenti devono concedere l'accesso e l'occupazione temporanea del terreno, in quanto sia necessario allo scavo archeologico.

Equo compenso e indennità

Art. 39 ¹Il diritto al compenso spettante allo scopritore ed al proprietario del fondo è regolato dall'articolo 724 cpv. 3 del Codice civile.

²I danni materiali causati dallo scavo al proprietario del fondo e a quelli dei terreni adiacenti devono essere risarciti. Gli altri danni devono essere indennizzati, se si verificano gli estremi dell'espropriazione materiale o se l'eventualità dello scavo non era prevedibile.

³In difetto di accordo, l'equo compenso e l'indennità sono stabiliti dal Tribunale di espropriazione, secondo le modalità del titolo IV della legge di espropriazione.

CAPITOLO 5

Protezione in caso di conflitto armato o di catastrofe⁷

Obbligo dei proprietari e possessori

Art. 40⁸ Il proprietario ed il possessore di beni culturali ai sensi della legge federale per la protezione dei beni culturali in caso di conflitto armato o di catastrofe hanno l'obbligo di prendere e consentire le misure di protezione previste dalle disposizioni federali.

Compiti del Cantone

Art. 41 Nell'ambito della protezione dei beni culturali in caso di conflitto armato o di catastrofe, il Consiglio di Stato:⁹

- a) designa il Dipartimento competente a prendere i provvedimenti stabiliti dalla legge e dall'ordinanza federali;
- b) fa allestire l'inventario dei beni culturali da proteggere;
- c) fa preparare i rifugi per i beni culturali di proprietà o affidati allo Stato e finanzia la costruzione dei rifugi per altri beni culturali inventariati;

⁷ Titolo modificato dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

⁸ Art. modificato dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

⁹ Frase modificata dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

- d) sussidia le misure di protezione intraprese dai comuni e dai privati nelle stesse percentuali stabilite dalla legge federale;
- e) preavvisa le domande di sussidio destinate alla Confederazione;
- f) fa organizzare nel contesto della protezione civile ed in collaborazione con i comuni, la protezione dei beni culturali e vigila sulla formazione del personale adibito a tale compito;
- g) fa registrare su microfilm o altro supporto la documentazione di sicurezza inerente i beni inventariati.

TITOLO IV

Disposizioni organizzative

CAPITOLO 1

Inventario

Principi

Art. 42¹⁰ Il Consiglio di Stato allestisce ed aggiorna regolarmente l'inventario dei beni culturali protetti, distinguendo quelli di interesse cantonale e locale, nonché quelli da proteggere in caso di conflitto armato o di catastrofe.

Forma e contenuto

Art. 43 ¹L'inventario comprende le schede informative di ogni bene culturale protetto.

²L'accesso ai dati amministrativi presuppone un interesse legittimo, mentre gli altri dati sono aperti al pubblico.

CAPITOLO 2

Competenze e organizzazione

Consiglio di Stato

Art. 44 ¹Il Consiglio di Stato esercita la vigilanza sulla protezione dei beni culturali.

²Esso stabilisce le modalità della collaborazione fra i diversi servizi dipartimentali cui compete la protezione dei beni culturali.

³...¹¹

Commissione dei beni culturali

Art. 45 ¹La Commissione dei beni culturali è composta di un presidente, un vice-presidente e da cinque a nove altri membri nominati dal Consiglio di Stato.

²Nella Commissione sono equamente rappresentati i settori interessati alla protezione dei beni culturali; essa può avvalersi di esperti esterni.

³Oltre a dare i suoi preavvisi nei casi previsti dalla legge, la Commissione ne verifica l'applicazione e propone alle autorità competenti, di propria iniziativa o su loro richiesta, i provvedimenti da adottare per migliorare la protezione e la valorizzazione dei beni culturali.

Municipi

Art. 46 I Municipi, oltre alle competenze stabilite dalla legge e dal regolamento, esercitano la vigilanza sui beni culturali protetti o degni di protezione presenti entro i confini della giurisdizione comunale e segnalano al Consiglio di Stato qualunque fatto o situazione suscettibile di compromettere un bene culturale.

Istituzioni culturali riconosciute

Art. 47 Le istituzioni culturali riconosciute collaborano con Cantone e comuni alla protezione dei beni culturali.

TITOLO V

Inosservanza della legge e rimedi giuridici

Esecuzione coatta

Art. 48 ¹Se il proprietario di un bene culturale protetto, benché invitato a farlo, non adempie ad un obbligo imposto da questa legge, il Consiglio di Stato, o il Municipio per i beni d'interesse locale,

¹⁰ Art. modificato dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

¹¹ Cpv. abrogato dalla L. 16.10.2006; in vigore dal 15.12.2006 - BU 2006, 515.

ordinano l'esecuzione a spese del proprietario delle misure appropriate da parte di un servizio cantonale o di terzi.

²La rifusione delle spese anticipate dal Cantone o dal comune è garantita, ove trattasi di bene immobile, da ipoteca legale ai sensi dell'art. 836 del Codice civile svizzero, iscrivibile a Registro fondiario.

Disposizioni penali

Art. 49¹² ¹Chiunque intenzionalmente:

- a) contravviene all'obbligo di immediata sospensione dei lavori ed omette la segnalazione come all'art. 15 cpv. 2;
- b) contravviene ad una misura provvisoria;
- c) modifica o esporta senza autorizzazione un bene culturale protetto;
- d) omette la notifica di cui all'art. 26;
- e) vende senza autorizzazione un bene mobile protetto appartenente ad un ente pubblico;
- f) esegue scavi archeologici senza concessione,

è punibile con la multa fino a fr. 50'000.--; è applicabile la legge del 20 aprile 2010 di procedura per le contravvenzioni.¹³

²Se il reato provoca la perdita di un bene culturale protetto o un danno irreparabile al medesimo, l'autore è punibile con la pena detentiva fino a tre anni o con la pena pecuniaria fino a 360 aliquote giornaliere ai sensi degli art. 34-46 del Codice penale svizzero; per la prescrizione è applicabile per analogia il Codice penale svizzero, per la procedura, il Codice di procedura penale del 5 ottobre 2007.¹⁴

³...

⁴Restano riservati gli articoli 26-28 della legge federale sulla protezione dei beni culturali in caso di conflitto armato.

Confisca

Art. 50¹⁵ Oggetti e beni costituenti il prodotto o il profitto di un reato punibile in base all'art. 49 sono soggetti a confisca, in analogia alle disposizioni dell'art. 69 del codice penale svizzero.

Ricorsi

Art. 51 ¹Contro le decisioni del Municipio è dato ricorso al Consiglio di Stato.

²Contro tutte le decisioni del Consiglio di Stato è dato ricorso al Tribunale cantonale amministrativo.

³Contro le decisioni prese nell'ambito delle procedure di pianificazione valgono i rimedi e la legittimazione previsti dalla legge cantonale di applicazione della legge federale sulla pianificazione del territorio.

TITOLO VI Norme transitorie e finali

Procedure in corso

Art. 52 Le procedure in corso prima dell'entrata in vigore della presente legge sono concluse in applicazione del diritto anteriore.

Comuni¹⁶

Art. 53¹⁷ I Comuni collaborano con il Cantone nel compito d'aggiornamento della protezione dei beni culturali immobili; su richiesta del Consiglio di Stato essi sono tenuti a promuovere le procedure di variante o di revisione del piano regolatore per i beni immobili d'interesse cantonale.

Protezione dei beni culturali¹⁸

Art. 54¹⁹ Le protezioni dei beni culturali e le zone di protezione istituite con decreti esecutivi del Consiglio di Stato, in applicazione della previgente legge per la protezione dei monumenti storici ed

¹² Art. modificato dalla L 27.11.2006; in vigore dal 1.1.2007 - BU 2007, 20.

¹³ Cpv. modificato dalla L 20.4.2010; in vigore dal 1.1.2011 - BU 2010, 261.

¹⁴ Cpv. modificato dalla L 20.4.2010; in vigore dal 1.1.2011 - BU 2010, 259.

¹⁵ Art. modificato dalla L 27.11.2006; in vigore dal 1.1.2007 - BU 2007, 20.

¹⁶ Nota marginale modificata dalla L 27.1.2009; in vigore dal 20.3.2009 - BU 2009, 160.

¹⁷ Art. modificato dalla L 27.1.2009; in vigore dal 20.3.2009 - BU 2009, 160.

¹⁸ Nota marginale modificata dalla L 27.1.2009; in vigore dal 20.3.2009 - BU 2009, 160.

¹⁹ Art. modificato dalla L 27.1.2009; in vigore dal 20.3.2009 - BU 2009, 160.

artistici, permangono in vigore fintanto che non siano formalmente abrogate o aggiornate secondo i disposti della presente legge.

Entrata in vigore

Art. 55 ¹Trascorsi i termini per l'esercizio del diritto di referendum, la presente legge ed il suo allegato di abrogazione e modifica di leggi e regolamenti sono pubblicati nel Bollettino ufficiale delle leggi e degli atti esecutivi del Cantone Ticino.

²Il Consiglio di Stato fissa la data di entrata in vigore²⁰, riservata l'approvazione della Confederazione²¹ per la validità degli art. 12 cpv. 1 e 20 cpv. 4.

Pubblicata nel BU **1997**, 489.

²⁰ Entrata in vigore: 1° novembre 1997 - BU 1997, 498.

²¹ Approvazione federale: 13 ottobre 1997.